OUVERTURE DES PLIS FINANCIERS RELATIFS À L'APPEL D'OFFRES 2000 MW

L'ALGÉRIE ENTRE DANS LE VIF DU SUJET

Lire en page 6

MARCHÉ GAZIER EUROPÉEN

L'ALGÉRIE CONTINUE DE GAGNER DES PARTS DE MARCHÉ

Lire en page 4

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION / MERCREDI 27 SEPTEMBRE 2023 // N°650 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

LA FAF EN A INFORMÉ OFFICIELLEMENT LA CONFÉDÉRATION AFRICAINE DE FOOTBALL

L'ALGÉRIE SE RETIRE DE LA COURSE POUR L'ORGANISATION DES CAN 2025 ET 2027

Lire en page 16

CULTURE DU SAFRAN À BÉJAÏA

UNE ASSOCIATION DE CULTIVATEURS S'EN FAIT LA PROMOTRICE

Lire en page 4

PARTENARIAT COSIDER-AIR ALGÉRIE

DÉMARRAGE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU CATERING

Lire en page 5

ILS VEULENT INVESTIR DANS DES SECTEURS AUSSI DIVERS QUE L'AGRICULTURE, L'INDUSTRIE, LE TOURISME...

LES AMÉRICAINS À L'OFFENSIVE TOUS AZIMUTS

Lire en page 3

OUVERTURE PROCHAINE DE BUREAUX DE CHANGE

NABIL DJEMAÂ, SPÉCIALISTE EN FINANCES, APPORTE UN BRILLANT ÉCLAIRAGE SUR LE SUJET

Lire en page 6

CE QUE PRÉVOIT LE PROJET DE LOI FONDAMENTALE RELATIF AU 11E CONGRÈS DU FLN

L'avant-projet de Loi fondamentale, qui sera présenté pour approbation lors de la 11e Congrès du Parti du Front de libération nationale, prévu les 29, 30 et 31 octobre, comportera plusieurs nouveautés.

Par exemple, le projet propose également de réduire le nombre de membres du Comité central du parti entre 300 et 351 membres élus par la conférence, alors que celui-ci comptait plus de 500 membres. La même proposition limiterait les membres du Bureau politique à être compris entre 11 et 13 membres.

La plus importante de ces nouveautés est la proposition du Comité de préparation de la conférence, qui va superviser l'élaboration de l'avant-projet, élire le secrétaire général du parti au sein du Comité central tous les 5 ans, en plus d'élargir certains des pouvoirs liés aux fonctions du Secrétaire général.

L'article 26 de l'avant-projet de loi fondamentale du parti inclut la classification de certains comportements comme fautes du deuxième et du troisième degré, notamment la publication sur les plateformes de réseaux sociaux sans autorisation des autorités compétentes.

LE BURKINA FASO SUSPEND "TOUS LES SUPPORTS DE DIFFUSION" DE "JEUNE AFRIQUE"

Le Burkina Faso a annoncé lundi soir la suspension sur son territoire de « tous les supports de diffusion » (journal papier, site internet) du média panafricain basé à Paris « Jeune Afrique », après la parution d'articles au sujet de présumées tensions au sein de l'armée burkinabè.

Le « gouvernement de transition a décidé en toute responsabilité de la suspension jusqu'à nouvel ordre de tous les supports de diffusion de Jeune Afrique au Burkina Faso à compter de ce lundi 25 septembre », a indiqué le porte-parole du gouvernement et ministre de la Communication burkinabè, Rimtalba Jean Emmanuel Ouédraogo, par voie de communiqué, repris par le quotidien « Le Monde ». Ouagadougou a justifié sa décision par la diffusion d'« un nouvel article mensonger sur le site du journal Jeune Afrique, intitulé: ''Au Burkina Faso, toujours des tensions au sein de l'armée'' » et publié lundi 25 septembre. « Cette publication fait suite à un article précédent dudit journal sur le même site », publié jeudi, dans lequel Jeune Afrique alléguait qu' ''au Burkina Faso, la grogne monte dans les casernes'' », précise le ministre de la Communication. « Ces affirmations faites à dessein sans l'ombre d'un début de preuve n'ont pour seul but que de jeter un discrédit inacceptable sur les Forces armées nationales et par-delà l'ensemble des forces combattantes », ajoute le communiqué.

XYLAZINE, LA "DROGUE DU ZOMBIE", FAIT DES RAVAGES AUX ÉTATS-UNIS

LA POLICE ALGÉRIENNE DES FRONTIÈRES SUR LE QUI-VIVE

Alors que la crise des opioïdes fait rage aux Etats-Unis à cause du fentanyl, cette drogue se retrouve désormais mélangée à un sédatif pour animaux, la xylazine. Un produit qui aggrave une situation déjà critique aux Etats-Unis. Et pour cause : entre 2018 et 2022, le nombre d'overdoses mortelles liées à ce produit a été multiplié par 13 dans le pays, selon le Centre de contrôle et de prévention des maladies (CDC) auprès de l'AFP. Environ 3 000 cas par an qui s'ajoutent aux 75 000 décès annuels liés à la consommation d'opioïdes aux Etats-Unis.

En Algérie, la « tchoutchna » a déjà donné l'alerte ; la xylazine fait pire : donc contrôle systématique global et rigoureux chez la PAF dans les postes frontaliers.

GUERRE EN UKRAINE

JOE BIDEN REFUSE DE LIVRER LES MISSILES ATACMS À KIEV

Volodymyr Zelensky est-il dans une mauvaise passe avec ses alliés ?

Après la brouille diplomatique avec la Pologne qui refuse désormais de livrer davantage d'armes à l'Ukraine, c'est désormais les Etats-Unis qui disent non : Joe Biden refuse de livrer les missiles ATACMS. Certains disaient que c'était l'arme qui pouvait tout changer pour Kiev mais finalement Joe Biden refuse : les Etats-Unis ne la fourniront pas.

En effet, la Maison Blanche a annoncé jeudi que les Etats-Unis allaient livrer d'"importants" moyens de défense antiaérienne à l'Ukraine, mais Joe Biden ne souhaite pas fournir de missiles longue portée réclamés par le président ukrainien, en visite à Washington.

Le président américain "a décidé qu'il ne fournirait pas de (missiles) ATACMS, mais il n'a pas exclu cette possibilité à l'avenir", a déclaré le conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche, Jake Sullivan, lors d'une conférence de presse.

LES DISSENSIONS AU SEIN DE LA CMA S'ACCENTUENT

Après avoir rompu avec ses frères d'armes de l'Azawad, Moussa Ag Acharatoumane a rejoint Bamako. Mais ses anciens camarades du désert lancent déjà toutes sortes d'accusations contre lui. Une des plus récurrentes est que Moussa Ag Acharatoumane, membre du CNT et SG du MSA (Mouvement pour le salut du peuple) « a préféré les 250 millions de FCFA de la junte, une villa a Bamako et des promesses politiques qui ne seront jamais tenues à ses frères de sang du Nord ».

LE NAVIRE DE CROISIÈRE COSTA FAVOLOSA DE RETOUR EN TUNISIE APRÈS 8 ANS D'ABSENCE

Le navire de croisière Costa favolosa en provenance de Palerme a accosté, mardi, au port de La Goulette, dans la capitale tunisienne, après une absence de huit ans, à la suite de l'attentat terroriste qui a visé le musée du Bardo en 2015. Les médias locaux, dont la radio privée Mosaïque FM, ont rapporté, citant le directeur général du port de La Goulette, Sami Debbiche lors d'une conférence de presse, que ''ce navire transporte à son bord 2 350 touristes et que la reprise de ses activités en Tunisie a nécessité de longues négociations''. Les activités de Costa et plusieurs autres croisières en Tunisie ont été interrompues, après l'attentat terroriste ayant visé le Musée national du Bardo en 2015. ''Costa favolosa est parmi les plus grands bateaux de croisière dans le bassin méditerranéen, avec 290 mètres de longueur, et est constitué de 17 étages et 1 500 chambres. Il peut transporter 4 000 touristes'', a-t-il précisé. Le 18 mars 2015, 22 victimes, dont 21 touristes et un policier tunisien, ont été tous tués dans une attaque terroriste contre le musée de Bardo.

NIGER

LE CNSP S'ATTEND À DES "ACTES OFFICIELS" POUR LE RAPATRIEMENT DE L'AMBASSADEUR DE FRANCE

Les autorités militaires au pouvoir au Niger ont exigé une démarche officielle de la part de la France pour le rapatriement de son ambassadeur à Niamey, Sylvain Itté, et un « cadre négocié » pour le retrait de ses troupes déployées dans le pays.

C'est ce qui ressort d'un communiqué officiel, rendu public, lundi dans la soirée, par le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP) et consulté par Anadolu.

Le CNSP affirme avoir suivi « sur les médias l'annonce faite le 24 septembre 2023 par le président français, Emmanuel Macron, de retirer son ambassadeur et ses troupes au Niger » et s'attend à ce que cette déclaration « soit suivie d'actes officiels émanant des autorités françaises compétentes ».

« Quant au calendrier de retrait des troupes françaises du Niger, le Gouvernement de la République du Niger rappelle qu'il doit être établi dans un cadre négocié et d'un commun accord pour une meilleure efficacité », conclut le CNSP dans son communiqué.

Pour rappel, le président français Emmanuel Macron avait annoncé, dans la soirée du dimanche 24 septembre, le rapatriement de son ambassadeur à Niamey, ainsi que de tout le personnel diplomatique. Il a également annoncé la fin de la coopération militaire avec Niamey et le retrait des quelque 1 500 soldats français déployés au Niger, d'ici la fin de l'année 2023.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information
edité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la presse Abdelkader safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger
Tel/FAX Admnistration et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION:
ZAHIR MEHDAOUI
zahir.mehdaoui1969@gmail.com
Email:
redaction@express-dz.com
Site Web:
www.lexpressquotidien.dz
/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur de l'administration et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@lexpressquotidien.dz

Impression SIA Alger Bab Ezzouar

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication d'Edition et de Publicité» Agence
ANEP 01, Avenue Pasteur Alger
Tel : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

ILS VEULENT INVESTIR DANS DES SECTEURS AUSSI DIVERS QUE L'AGRICULTURE, L'INDUSTRIE, LE TOURISME...

Les Américains à l'offensive tous azimuts

L'ambassadrice des Etats-Unis en Algérie, Mme Elisabeth Moore Aubin, s'est rendue lundi à Tizi-Ouzou, dans le cadre d'une visite de deux jours. A cette occasion, elle a affirmé la volonté de son pays d'élargir et d'approfondir ses relations avec l'Algérie, dans plusieurs domaines dont l'agriculture.

Les Américains souhaitent investir en priorité dans le secteur agricole, tout en gardant un œil sur d'autres secteurs. «Nous voulons élargir et approfondir nos relations économiques avec l'Algérie avec en priorité le secteur agricole», a souligné la diplomate américaine. Et d'ajouter : «Le Président Tebboune m'a dit que sa priorité est la sécurité alimentaire, et, dans ce sens, nous avons beaucoup d'opportunités d'échange et de partenariat sur la génétique américaine, entre autres, dans la filière de l'élevage du poulet et du bovin. Il y a beaucoup de choses à faire ensemble dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage». Elle a poursuivi en relevant qu'il existe «beaucoup de similitudes en termes de morphologie des terres et des reliefs algériens et américains». Mme Elisabeth Moore Aubin a expliqué que son pays veut développer des investissements en Algérie. «Nous avons pour chaque secteur économique un service spécialisé au sein de la représentation diplomatique américaine, dont un bureau dédié à l'agriculture. S'il y a des propositions et des besoins, nous avons les capacités à trouver des partenaires américains quel que soit le domaine», a t-elle encore soutenu. Pour l'ambassadrice américaine, le champ de coopération entre son pays et l'Algérie ne se limite pas au domaine de

l'agriculture mais il s'étend à tous les domaines dont l'industrie, le tourisme, le domaine universitaire et d'autres domaines encore. «Nous sommes ici aussi pour élargir et approfondir les relations entre les deux peuples, surtout dans le secteur de l'enseignement supérieur et de la langue anglaise», a déclaré Mme Aubin, soulignant avoir déjà discuté avec le wali de Tizi-Ouzou qu'elle venait de rencontrer concernant les possibilités de coopération dans le domaine de l'enseignement. «Là aussi, il y a des choses que nous pouvons faire ensemble. Nous pouvons aider à trouver des partenaires aux Etats-Unis pour travailler sur la langue anglaise, sur les sciences et la recherche universitaire», a t-elle ajouté. La diplomate américaine s'est entretenue avec le wali de Tizi-Ouzou, Djilali Doumi, des responsables de la Chambre de commerce de la wilaya ainsi que des représentants de la Chambre de l'agriculture. Elle s'est rendue hier au village Sahel, dans la région de Bouzeguène où elle devait s'entretenir avec des acteurs locaux au sujet de l'artisanat, le tourisme et les opportunités de partenariat. Il est à noter que la coopération algéro-américaine remonte à plusieurs années. Les entreprises américaines sont fortement présentes dans le secteur pétrolier en Algérie. Mais ces dernières années, elles affichent une réelle volonté de diversifier le partenariat et de monter des projets en dehors du secteur pétrolier.

Youcef S.

QUELS SONT LES GROUPES TERRORISTES ACTIFS DANS LA RÉGION DU SAHEL?

A l'heure où les puissances occidentales vont se faire un malin plaisir d'observer les pays de la région «se casser les dents» sur les récifs du terrorisme, il y a lieu d'apprécier la politique et les outils en face des groupes à contrecarrer. En fait, ils sont plusieurs groupes terroristes qui sont actifs dans la région du Sahel, une zone géographique qui englobe plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, dont le Niger. Voici quelques-uns des groupes les plus connus :

Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) : AQMI est un groupe affilié à Al-Qaïda qui opère principalement dans le nord du Mali, mais qui a également mené des attaques au Niger et dans d'autres pays de la région. Ils sont impliqués dans des activités de contrebande, de trafic de drogue et de kidnapping pour obtenir des fonds. Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) : Le GSIM est une coalition de groupes djihadistes opérant principalement au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Il s'agit notamment d'Ansar Dine, d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), des Mourabitoune et de la Katibat Macina d'Amadou Koufa. Ils mènent des attaques contre les forces de sécurité et les civils dans la région. Boko Haram : Bien que Boko Haram soit originaire du Nigeria, le groupe a également mené des attaques transfrontalières au Niger, au Tchad et au Cameroun. Ils sont connus pour leurs attaques violentes contre les civils, les forces de sécurité et les installations gouvernementales, ainsi que pour leurs enlèvements de masse. État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) : L'EIGS est affilié à l'État islamique (EI) et est actif dans la région du Sahel, notamment au Mali, au Niger et au Burkina Faso. Ils mènent des attaques contre les forces de sécurité, les civils et les installations gouvernementales, et sont impliqués dans des activités de contrebande et de trafic. Ces groupes terroristes ont créé une situation sécuritaire précaire dans la région du Sahel, avec des attaques fréquentes qui ont un impact sur la population civile, les forces de sécurité et les infrastructures. Il est important de noter que la situation peut évoluer rapidement, et il est donc recommandé de consulter des sources d'information fiables et à jour pour obtenir les informations les plus récentes sur les groupes terroristes dans la région.

I.Med Amine

FACE AUX MENACES TERRORISTES ET AUX BOULEVERSEMENTS RÉGIONAUX

Le retour de la Task Force CEMOC s'impose aux «pays du champ»

Le départ des armées françaises du Niger a été accueilli comme une victoire importante des pays du Sahel. Ce qui est vrai. Avec toutefois un brin de soupçon. Car tant que la France était là, elle avait à charge la sécurité de la région devant la communauté internationale et tout échec lui incombait. Maintenant qu'elle s'en lave les mais, aux pays de la région de faire le boulot. Et il n'est pas des moindres. Le 3 août dernier, à la région dite des Trois Frontières, située entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso, les groupes affidés à l'Etat islamique Daesh se livraient à une démonstration de force ahurissante : plus de 300 terroristes pavoisaient en moto, kalachnikov en main. Ce qui fera dire au chef de la diplomatie algérienne qu'on n'est plus face à des groupes mais à des «armées terroristes». Ce qui est tout à fait conforme aux réalités du terrain. Maintenant, il s'agira de contredire le bilan de

Macron, qui se livrait, dimanche soir, sur les chaînes de télévision françaises, à un périlleux exercice de style, en affirmant que le bilan militaire de «Barkhane» au Sahel a été positif. Ce qui est un défi lancé aux chefs d'Etat de la région de faire mieux. Avec la reprise des hostilités au Nord-Mali, et même, maintenant, au centre du pays, il sera difficile de dire que le Sahel fait mieux. Le Niger a tout autant de travail à commencer. Alors, qu'est-ce qui doit être fait ? La coalition militaire Bamako-Niamey-Ouagadougou fera-t-elle le travail ? On en doute fort. Il s'agit de petites armées, mal équipées, mal outillées, et l'apport de Wagner a largement prouvé qu'il existe une différence de taille entre la guerre dans l'est de l'Europe et la guerre dans les regs et les ergs. De ce fait, on se tourne vers le commandement militaire dit Comité d'Etat-major opérationnel conjoint, constitué par l'Algérie, le Mali, le Niger et la Mauritanie, et auquel on pourrait ajouter d'autres pays comme le Burkina Faso et la Libye, pour peu que la situation de ces pays le permettrait. Car si les accords d'Alger sont l'outil politique de base pour une sortie de crise et pour relancer la paix au Mali, qu'en est-il de la lutte antiterroriste dans tout le Sahel, où la «Nosrat» et l'Etat islamique Daesh prennent des formes inquiétantes ? Au cœur du dispositif sécuritaire que l'Algérie veut relancer au Sahel, le Comité d'état-major opérationnel conjoint (CEMOC), un mécanisme opérationnel chargé de la lutte antiterroriste dans les pays du champ (Algérie, avec le Mali, le Niger et la Mauritanie). A ce propos, Attaf rappelait récemment que «le CEMOC existe et à propos duquel nous discutons avec nos amis et frères maliens pour réadapter ce cadre multilatéral de coopération et de lutte contre l'insécurité et l'instabilité dans la région sahélienne». Après le départ de Barkhane, Tabuka, l'arrêt brusque (il n'a jamais été opérationnel) du G5-Sahel, puis celui de la Minusma, il est plus que temps de revenir au travail des «pays du champ» et de réactiver le Comité d'état-major opérationnel conjoint, dont le siège est à Tamanrasset. Ce mécanisme militaire chargé d'instaurer la paix, de pacifier les zones sujettes à incursions terroristes, est le seul outil opérationnel pour le moment sur lequel les pays du champ peuvent objectivement s'appuyer, à un moment très dangereux où l'action multiforme des puissances tend à transposer la guerre d'Ukraine de l'Europe de l'Est vers le Grand Sahara.

Par Oukaci Fayçal

IL VEUT ATTEINDRE ZÉRO ÉMISSION NETTE D'ICI 2050

HOLCIM EL-DJAZAÏR S'ENGAGE ACTIVEMENT POUR UN AVENIR PLUS PROPRE ET DURABLE EN ALGÉRIE

LE GROUPE met en avant ses actions concrètes visant à réduire son empreinte carbone, promouvoir une économie circulaire et préserver la nature en Algérie. Holcim El-Djazaïr collabore étroitement avec le Ministère de l'Environnement et des Énergies Renouvelables et le Centre National des Technologies de Production plus Propre « CNTPP», pour développer des solutions respectueuses de l'environnement, notamment la réduction des émissions de gaz à effet de serre sur l'ensemble de ses sites de production. Holcim El-Djazaïr s'engage à atteindre zéro émission nette d'ici 2050.

Un programme d'investissement stratégique est déjà consenti pour les trois cimenteries [Mascara, M'Sila et Biskra], qui sont par ailleurs déjà certifiées ISO 14001. D'autres parts, avec le support de son centre de développement, des solutions innovantes à faible impact carbone sont mises à la disposition de ses différents clients telles que la solution d'isolation thermique AIRIUM, ARDIA pour la rénovation des routes et la gamme de ciments ECOPlanet, qui émet 40 % de CO2 en moins que les ciments conventionnels et qui fête aujourd'hui sa première année sur le marché. Promotion de l'économie circulaire : Holcim El-Djazaïr soutient la construction durable et circulaire en Algérie en favorisant l'utilisation de matières premières alternatives. Grâce à l'activité Geocycle. Holcim El-Djazair a conclu deux partenariats exemplaires ; le premier avec l'Agence Nationale des Barrages et Transferts « ANBT» et l'Université d'Ain Témouchent pour remplacer l'argile par les boues des barrages dans la production de ciment.

Cette démarche permet de récupérer des précieuses capacités de stockage d'eau, de préserver les ressources naturelles et d'éviter l'accumulation de millions de tonnes de vases. Le second partenariat, avec Tosyali-Algérie, vise à valoriser les résidus de l'industrie métallurgique dans le processus cimentier, démontrant ainsi son engagement envers les principes de l'économie circulaire. Préservation de la nature et des ressources : En Algérie, Holcim reconnaît l'importance cruciale des ressources naturelles en se concentrant sur la protection de la biodiversité et des ressources en eau, en réduisant l'intensité de l'utilisation de l'eau dans sa production et en partageant l'eau avec les communautés locales.

Des plans de réhabilitation des carrières et des initiatives de plantation sont mis en place pour atténuer les impacts sur la biodiversité. Face aux défis et enjeux environnementaux qui sont au cœur des préoccupations mondiales, l'industrie cimentière n'est pas en reste. Holcim El-Djazaïr est résolument engagée envers un avenir plus propre et durable en développant des solutions innovantes et en collaborant avec toutes les parties prenantes. Nous appelons l'ensemble de l'industrie à se joindre à nous dans cette entreprise cruciale pour la préservation de notre planète. Ensemble, nous pouvons forger un avenir où la croissance économique et la protection de l'environnement vont de pair, créant ainsi une Algérie plus durable pour les générations futures.

R.N.

CULTURE DU SAFRAN À BÉJAÏA

Une association de cultivateurs s'en fait la promotrice

Certain safraniers de Béjaïa parviennent à récolter jusqu'à 75 grammes par an et quand on sait qu'un gramme coûte plus de 5 000 dinars, on peut comprendre aisément l'importance de cette culture et ses débouchés en matière d'emploi.

L'association des cultivateurs de safran de la wilaya de Bejaia a organisé lundi, 25 septembre, en collaboration avec l'association des activités de Jeunes de Taourirt-Ighil, une journée de formation portant sur les connaissances et les savoir-faire en matière de culture et de production du safran. Au menu de journée de formation abritée par l'annexe de la formation professionnelle de Taourirt-Ighil, relevant de la daïra d'Adekar, trois communications axées sur la conduite de la culture du safran et une exposition diverse de produits du terroir. «Les caractéristiques botaniques du Safran», «Conduite d'une safranière», «Les bienfaits du Safran» tels sont les intitulés des trois communications présentées respectivement par Gabis Amel , Chachoua Boukhalfa et Abbaci Rachida de l'Agence Nationale pour Conservation de la Nature de Béjaia.

Des données botaniques et historiques du Safran, aux maladies et ravageurs du safran en passant par les exigences climatiques et la conduite d'une safranière au fil des saisons, les conférenciers ont parlé globalement de tout ce qui touche à cette plante dénommée, à raison « l'or rouge» et à la viabilité d'une safranière .Pour les conférenciers et les responsables de l'association organisatrice, la région d'Adekar située entre 800 et 1200 mètres d'altitudes s'y prête à merveille pour promouvoir et développer la culture de cette épice unique qui s'échange actuellement sur les marchés mondiaux entre 30 000€ et 45 000€ le kilo. C'est d'ailleurs ce qui explique l'organisation de cette journée dans cette région où l'on compte pas mal d'associations féminines et d'associations de femmes rurales. Source d'emploi notamment féminin, dans le monde, la culture du safran s'implante doucement mais surement dans plusieurs localités de la wilaya de Béjaia. Promue essentiellement par des associations de safraniers, cette culture, commence à être pratiquée par de nombreuses personnes attirées par ses bienfaits et son intérêt commercial. D'ailleurs certain safraniers de Bejaïa parviennent à récolter jusqu'à 75 grammes par an et quand on sait qu'un gramme coute plus de 5000 dinars, on peut comprendre aisément l'importance de cette culture et ses débouchées en matière d'emploi. En raison des bonnes conditions pédoclimatiques de la région d'Adekar, la culture du Safran fera certainement du chemin dans la région. L'annexe de la Formation professionnelle de Taourrit-Ighil a déjà planté dans sa pépinière quelques bulbes pour montrer la viabilité de cette culture dans la région. A noter que les safraniers présents à cette formation, ont évoqué lors des échanges en aparté, le problème d'inexistence de réseaux de distribution pour cette épice. Produire oui, mais comment écouler les récoltes ? Tel est le problème que rencontre les quelques producteurs de la wilaya qui précisent que pour la promotion de cette culture, il faudrait mettre en place des réseaux fluide de commercialisation.

Boualem B.

MALADIE HÉMORRAGIQUE ÉPIDÉMIQUE DU BÉTAIL

Elle «ne se transmet pas aux humains»

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a assuré dans un communiqué que la maladie hémorragique épidémique du bétail ne provoque aucune infection chez l'homme. Après que de fausses déclarations ont circulé dans les médias et les réseaux sociaux concernant la maladie hémorragique épizootique, apparue pour la première fois en France et annoncée par les autorités vétérinaires françaises le 21 septembre, le ministère de l'agriculture confirme que la maladie ne se transmet pas de l'animal aux humains, cette maladie virale se transmet d'un animal à l'autre par l'intermédiaire d'un type d'insecte appelé (culicoides). A cet égard, les autorités vétérinaires savent que la consommation de viande, de lait et de leurs dérivés ne présente aucun danger pour la

santé du citoyen. Le même communiqué indique que les services vétérinaires nationaux, à travers tous les instituts de recherche et laboratoires affiliés au ministère, contrôlent strictement et régulièrement la sécurité et la santé des citoyens à travers le réseau de surveillance de la santé animale réparti sur tout le territoire national et aux passages (ports et aéroports) et la qualité et la sécurité de tous les produits d'origine. Le ministère a pris toutes les mesures sanitaires préventives nécessaires pour empêcher cette maladie d'entrer dans le pays, selon la même source. Ainsi, le ministère de l'agriculture confirme que « tout permis lié à ce domaine ne peut être délivré que par l'autorité vétérinaire nationale». Le seul organisme habilité à décider de telles questions

R.N.

ELLE OUVRE DEUX GUICHETS À ALGER

La Caisse de garantie des marchés publics se lance dans la finance islamique

L'institution traite actuellement avec plus de 7.000 entreprises publiques et privées, y compris les grandes, moyennes et petites entreprises, selon le communiqué. La CGMP s'engage à informer et à fournir des informations aux opérateurs économiques sur les développements de son activité liée à la finance islamique via son nouveau portail électronique créé depuis plusieurs mois.

La Caisse de garantie des marchés publics (CGMP) manifeste de l'intérêt pour la finance islamique. Elle y fait ses premiers pas, en procédant aujourd'hui au lancement d'un service de finance islamique sur les garanties bancaires qu'elle accorde, à travers l'ouverture de deux guichets consacrés à cet effet, a indiqué hier un communiqué de cette institution publique. La caisse commencera à fournir ce nouveau service appelé «lettre de garantie», dans un premier temps à travers deux guichets islamiques à la Direction générale d'Alger Centre et la direction régionale du sud à Ouargla, en attendant sa généralisation au début de l'année prochaine 2024 au niveau de la direction régionale de l'Ouest à Oran et la direction régionale de l'Est à Constantine, précise la CGMP. En vue d'encourager la demande de cette activité islamique, la caisse offrira une réduction incitative des tarifs aux premiers bénéficiaires de ce nouveau produit, précise le communiqué. Le produit islamique «lettre de garantie» a obtenu un certificat de conformité à la Charia le 18 juin dernier, sous le n 123/2023, délivré par l'Autorité charaïque nationale de la fetwa pour l'industrie de la finance islamique du Haut conseil islamique, qui a fait de la caisse la première institution à obtenir la possibilité de commercialiser ce produit conformément aux lois en vigueur et aux principes de la charia islamique, indique la même source. La CGMP a indiqué que cette procédure coïncide avec la fête du Mawlid Ennabaoui Echarif, célébrée jeudi prochain, et ce, «dans le cadre de la concrétisation et de la mise en œuvre de la stratégie nationale visant à généraliser cette activité dans les domaines bancaire et financier». Pour rappel, la CGMP est un établissement public à caractère industriel et commercial placé sous la tutelle du ministère des Finances depuis plus de 25 ans. Il vise à maintenir l'équilibre entre le développement matériel et financier des projets liés aux équipements publics en accordant des garanties facilitant la réalisation financière des marchés et des commandes publiques. L'institution traite actuellement avec plus de 7.000 entreprises publiques et privées, y compris les grandes, moyennes et petites entreprises, selon le communiqué. La CGMP s'engage à informer et à fournir des informations aux opérateurs économiques sur les développements de son activité liée à la finance islamique via son nouveau portail électronique créé depuis plusieurs mois, conclut la même source.

Avec Aps

PARTENARIAT COSIDER-AIR ALGÉRIE

Démarrage des travaux de construction d'un nouveau catering

Le ministre des Transports, Youcef Cherfa, a supervisé hier, le lancement des travaux de construction du nouveau catering (centre de restauration) rattaché à Air Algérie, qui permettra d'améliorer les services de restauration des deux compagnies nationales, ainsi que d'exporter ce service vers les sociétés étrangères au niveau aéroportuaire. En effet, Cherfa a confirmé, hier, dans un communiqué, que le nouveau centre de restauration dispose d'une capacité de production estimée à 40 000 repas par jour, et s'inscrit dans le cadre du programme de restructuration de la compagnie aérienne algérienne, en vue de faire de l'aéroport d'Alger un aéroport pivot par excellence et inter-continents. Cherfa a révélé que le centre permettra à Air Algérie et Tassili Airlines d'approvisionner et d'exporter ces services aux compagnies étrangères avec un très haut niveau de qualité, ce qui fera d'Air Algérie un leader au niveau continental. Selon la maquette présentée à l'occasion, le nouveau centre de restauration d'Air Algérie - en cours de réalisation par la société Cosider Construction - comprend deux étages et couvre une superficie de 10 556 mètres carrés, avec un coût de réalisation dépassant environ 2 milliards de dinars, et un délai de réalisation fixé à huit mois.

I.Med

RÉUNION DU BUREAU DE L'APN

Six propositions de loi au menu

Le Président de l'Assemblée populaire nationale (APN) M. Brahim Boughali a présidé lundi une réunion du bureau de l'Assemblée, selon un communiqué de l'instance législative. «Brahim Boughali, président de l'Assemblée populaire nationale, a présidé lundi, une réunion du bureau de l'Assemblée. Les travaux ont débuté par l'examen de six propositions de loi avant d'aborder deux demandes d'audition du gouvernement», lit-on dans le communiqué. «Le bureau a examiné par la suite les questions orales et écrites déposées à son niveau avant de soumettre celles répondant aux conditions requises au gouvernement, et étudié une demande soumise par la Commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle en vue d'organiser une mission d'information», ajoute la même source.« La réunion s'est poursuive par l'étude d'une demande d'autorisation pour l'exercice d'activités bénévoles, avant d'examiner un projet d'une instruction générale relative aux mesures du système de la salle des séances. Les travaux de cette réunion ont pris fin par l'étude des question administratives», conclut le communiqué de l'APN.

I.Med et Agence presse service

39 décès et 1 458 blessés en une semaine

Trente-neuf (39) personnes sont décédées et 1 458 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation enregistrés durant la période du 17 au 23 septembre à travers le pays, a indiqué hier un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Adrar où 4 personnes sont décédées et 22 autres ont été blessées suite à 9 accidents de la circulation. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont effectué 1 968 interventions pour procéder à l'extinction de 1 364 incendies, notamment urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés au niveau des wilayas d'Alger (154 incendies), Blida (100 incendies) et Tizi Ouzou (78 incendies), a ajouté la même source. Selon le même bilan, 5 114 interventions ont été effectuées par les éléments de la Protection civile durant la même période pour le sauvetage de 388 personnes en situation de danger, ainsi que 4 407 opérations d'assistance diverses.

Saisie de plus de 2,5 millions de produits pyrotechniques et 133 personnes arrêtées

Les services de la police algérienne, au cours du troisième trimestre 2023, ont réussi à saisir plus de 2 millions et 600 000 unités de produits pyrotechniques. Dans le cadre de la lutte contre le commerce illégal des feux d'artifice, les services de police ont pu saisir 2.619.520 unités de pétards, de divers types et tailles, sur l'ensemble du territoire au niveau national, a indiqué un communiqué de la police algérienne.

A cet effet, les services de la police ont arrêté cent trente-trois (133) personnes impliquées dans cette affaire, selon le communiqué.

B.N.

MDN : près de 5 tonnes de kif traité incinérées

Le ministère de la Défense nationale a indiqué hier en début de soirée qu'une opération de destruction et d'incinération des drogues saisies au niveau national a eu lieu à Oued Sly, commune de la wilaya de Chlef, en 1re Région militaire. « En application de la réglementation relative à l'incinération et la destruction des drogues de différents types, et à l'instar d'autres opérations, il a été procédé, cet après-midi 25 septembre 2023 à Oued Sly, dans la wilaya de Chlef, en 1re Région militaire, en présence des autorités civiles et sécuritaires locales et régionales, à la destruction et l'incinération d'une grande quantité de ces poisons après une opération de collecte de l'ensemble des quantités de drogues saisies au niveau national », peut-on ainsi lire dans ce communiqué. Cette opération qui s'est déroulée sous la supervision de la commission spécialisée chargée de la destruction des drogues et des stupéfiants, présidée par le représentant de l'autorité judiciaire du secteur de compétence, « a connu la destruction et l'incinération de 4 tonnes et 840 kilogrammes de kif traité et 56 kilogrammes et 903 grammes de drogues dures (cocaïne-héroïne) ainsi que 8 millions et 152 261 comprimés psychotropes. « Des quantités qui ont été saisies précédemment à travers le territoire national par les unités de l'Armée nationale populaire, la Gendarmerie nationale, la Sûreté nationale, ainsi que par les services des Douanes algériennes », a-t-on également mentionné sur ce document. A noter que cette opération est la deuxième cette année après celle faite le 31 mai dernier à Tlemcen.

R.N.

MARCHÉ GAZIER EUROPÉEN

L'ALGÉRIE CONTINUE DE GAGNER DES PARTS DE MARCHÉ

Selon le dernier rapport d'Eurostat sur les importations de gaz naturel et de gaz liquéfié, l'Algérie a vu augmenter ses parts du marché en valeur et en volume, après la baisse des importations européennes durant le deuxième trimestre de cette année par rapport à la même période de l'année précédente. Elles ont grimpé à « 16,5% » par rapport à la valeur des importations européennes en gaz naturel contre 7,2% durant la même période de l'année écoulée, soit une variation de 9,3 points de pourcentage. En volume, les exportations algériennes vers le marché européen représentent « 17% des importations globales de l'UE » durant le deuxième trimestre de cette année, contre « 13% durant la même période de l'année précédente ». Le pays conserve ainsi sa place de troisième fournisseur de l'UE en gaz naturel. Pour ce qui est du marché du gaz naturel liquéfié, l'Algérie préserve sa quatrième place parmi les fournisseurs de l'Union européenne, tout en augmentant ses parts de marché. Selon le rapport dont il s'agit, la part de l'Algérie dans la valeur du marché européen du GNL est de 9,9% durant le deuxième trimestre de l'année en cours contre 4,7% enregistré durant même période de l'année précédente, soit une augmentation de 5,2 en points de pourcentage. En volume, les exportations algériennes vers la zone euro représentent 7,7% des importations européennes durant cette période, contre 5,2% durant la même période de l'année dernière, soit une augmentation de 2,5 en points de pourcentage. Le rapport européen indique que parmi les fournisseurs de l'union européenne, seuls l'Algérie et le Nigeria ont vu leur part augmenter. En revanche, les parts respectives des Etats-Unis, de la Russie et du Qatar ont baissé.

Y. S.

OUVERTURE PROCHAINE DE BUREAUX DE CHANGE

Nabil Djemaâ, spécialiste en finances, apporte un brillant éclairage sur le sujet

L'Algérie n'en est pas encore à une convertibilité du dinar qui permettrait à des citoyens d'échanger dans les bureaux de change librement des dinars contre des euros ou des dollars américains.

Un projet de règlement relatif aux bureaux de change vient d'être élaboré. Il s'agit d'un texte d'application de la nouvelle loi monnaie et crédit. Les bureaux de change qui seront ouverts sont destinés aux résidents, c'est-à-dire aux citoyens algériens et étrangers qui résident en Algérie. Le champ d'intervention de ces bureaux de change sont les opérations de change liées, rapporte t-on, à l'allocation voyage, les dépenses de scolarité et de santé à l'étranger, les missions. Ces bureaux de change se substituent aux guichets bancaires qui actuellement effectuent ces opérations. "S'agissant par exemple de l'allocation voyage, les guichets bancaires sont débordés en raison des documents papiers dits de "reporting" des opérations que doivent remplir les agents. Une procédure qui demande du temps" explique Nabil Djemaa, spécialiste financier. L'ouverture des bureaux de change faciliterait ces opérations qui prennent du temps actuellement. "Supposez que 100 clients arrivent avec leur passeport dans un guichet bancaire, il faudra quelques jours pour certaines agences pour faire ce "reporting" , d'où la réticence des agents à faire ce genre d'opération" ajoute-t-il. Parfois, des agences refusent de faire ce genre de change le jour même.

Ainsi, si les bureaux de change qui seront ouverts seront plus efficaces, ce service sera ainsi plus rapide. L'ouverture prochaine des bureaux de change met fin à cette attente qui a duré de nombreuses années. Le spécialiste indique de 46 dossiers d'agrément pour l'ouverture de bureaux de change ont été déposés. Mais aucun agrément n'a été délivré. La question qui se posait est de savoir comment alimenter en devises ces bureaux de change. L'autre problème est quel niveau de commission peut prendre ces bureaux de change. La Banque d'Algérie n'a pas arbitré. Les bureaux de change n'ont donc pas ouvert. Selon Nabil Djemaa, il est fort probable que les agréments pour l'ouverture des bureaux de change soient attribués uniquement à des sociétés publiques. Au chapitre gris, notons que l'Algérie n'en est pas encore à la convertibilité du dinar, en ce sens que les citoyens ne peuvent échanger des dinars contre des devises dans des bureaux de change. "Le dinar n'est pas convertible", souligne Nabil Djema. Il faut savoir que la convertibilité du dinar est autorisée en Algérie pour les opérations du commerce extérieur, comme les importations. A une certaine limite, le dinar est également convertible pour l'allocation voyage, les dépenses de santé et d'éducation, les missions à l'étranger. Les citoyens trouvent que le montant de cette allocation touristique est très faible, en comparaison avec le Maroc et la Tunisie : moins de 100 euros contre près 4000 euros au Maroc et 1800 euros en Tunisie. Si l'Algérie s'alignait sur le Maroc et la Tunisie, il faudrait consacrer 40 milliards de dollars à cette allocation touristique , lance Nabil Djemaa.

L'Algérie n'a pas aujourd'hui les moyens. Il faudrait que le tourisme en Algérie soit assez développé comme en France ou en Espagne du moins attirer au moins 20 millions à 40 millions de touristes par an. Ce qu'il faudra au moins dix ans pour arriver à cette performance. L'autre possibilité qui ouvre la voie à une convertibilité du dinar est une augmentation conséquente des exportations hors hydrocarbures: à 15 à 20 milliards de dollars minimum par an. On en est donc loin de cette convertibilité totale du dinar. Solution envisagée dans les années 2000 pour parer à cette situation: déterminer le montant de l'allocation touristique en fonction du salaire et l'accorder une fois par an et pendant les vacances, préconise Nabil Djemaa. Tout cela montre que le marché noir de la devise aura de beaux jours devant lui tant que les recettes touristiques en devises ou les exportations hors hydrocarbures n'atteignent pas un certain seuil.

Kh. R.

OUVERTURE DES PLIS FINANCIERS RELATIFS À L'APPEL D'OFFRES 2000 MW

L'Algérie entre dans le vif du sujet

Avec la séance d'ouverture des plis financiers organisée hier inhérente à l'appel d'offres de 2000 MW pilotée par Sonelgaz et qui consiste en la réalisation de 15 centrales photovoltaïques dans le sud et les hauts plateaux d'une capacité chacune de 80 à 220 MW, l'Algérie entre dans la phase concrète de mise en œuvre du programme national de 15000 MW en énergies renouvelables à l'horizon 2030. Cet appel d'offres sera suivi, a indiqué , au cours de la cérémonie Madame Ouidad Hamrour , directrice de la compagnie de l'engineering de l'électricité et du gaz (CEEG) d'un autre appel d'offres de 1000 MW qui sera lancé par Shaems l'entité constitué entre Sonatrach et Sonelgaz ainsi que par un troisième appel d'offres de 3000 MW, soit des appels d'offres de 6000 MW au total lancés avant fin 2023. Cette responsable a ajouté que 73 soumissionnaires ont été retenus pour cette séance d'ouverture des plis financiers. Les sociétés ou groupements retenus seront connus dans une dizaine de jours, estime Boukhalfa Yaici, Directeur Général du cluster Energie solaire et les contrats seront signés probablement avec ces sociétés vers la fin 2023.

Les ordres de service pourraient être donnés vers la fin de l'année et les travaux de réalisation de ces 15 centrales photovoltaïques seraient lancés en 2024. Si tout se passe bien, entre 2026-2028, l'Algérie produirait près de 7000 MW en énergie solaire, si on inclut outre ces 6000 MW les 500 MW que produisent actuellement les centrales photovoltaïques exploitées aujourd'hui en Algérie par Sonelgaz et celles construites ou à construire dans les années à venir par Sonatrach.

Ce qui constitue une bonne partie du programme des 15.000 MW. Ce qu'il faut retenir précisément de cette séance d'ouverture des plis financiers, c'est que le consortium CWE-HXCC- YREC a soumissionné pour les 15 centrales photovoltaïques. Son offre financière est considérée comme la moins disante : 6 dinars à 8 dinars selon l'offre et pour la centrale de Ouled Djellal d'une capacité de 80 MW 27 millions de dollars et 3 milliard de dinars (coût de l'investissement proposé). Comme le cahier de charge prévoit l'attribution au maximum de deux lots seulement pour chaque soumissionnaire retenu, les autres prétendants plus chers doivent aligner, leur offre sur le consortium chinois. Après donc cette présentation des offres financières, Sonatrach doit faire ses calculs et ses vérifications et demander cet alignement pour retenir les 13 autres soumissionnaires. La validation des compagnies retenues à l'issue de cet appel d'offres s'effectuera par une commission à Sonelgaz.

Les prétendants nationaux qui sont membres du cluster énergie solaire pourrait être retenues sont la société privée algérienne Amimmer , la société privée nationale Zergoune associé au turc Ozgun. S'ajoute le groupement constitué entre Cosider et la firme italienne Fimer. A noter que cette ouverture des plis financiers intervient après la séance d'ouverture des plis technique qui s'est déroulée fin juillet et qui a été sanctionnée par la sélection de 70 soumissionnaires qui ont été donc retenues pour la phase ouverture des plis financiers.

Khaled Remouche

RENTRÉE UNIVERSITAIRE 2023-2024 :

Le dessalement d'eau et l'économie numérique parmi les nouvelles spécialités à l'Ouest

Finance internationale, l'analyse des données, l'immunotechnologie figurent également parmi les nouvelles spécialités enseignées dans les universités à l'ouest du pays. Des dizaines de milliers d'étudiants, en outre, ont rejoint les bancs des universités dans cette région.

Des dizaines de milliers d'étudiants ont rejoint, samedi, lesbancs des établissements d'enseignement supérieur dans les wilayas de l'Ouest du pays, au titre de l'année 2023-2024, marquée par l'ouverture de nouvelles spécialités. A Oran, 19.396 nouveaux étudiants ont été enregistrés dans la ville universitaire d'Oran, qui dispose de huit établissements de l'enseignement supérieur dont trois universités, quatre écoles supérieures et une école nationale des enseignants, a indiqué Ahmed Chaalal, président de la Conférence régionale des universités de l'Ouest et recteur de l'Université d'Oran- 2 "Mohamed Benahmed", lors de la cérémonie d'ouverture de la nouvelle année universitaire organisée à la Faculté de médecine. Pour cette année, 21 nouvelles spécialités ont été ouvertes dans les huit établissements d'enseignement supérieur dont celles du dessalement d'eau, l'Immunotechnologie, l'Economie numérique, l'Analyse des données et l'Energie. Le nombre total des étudiants à Oran dépasse 72.000 en licence et master et plus de 4.400 au cycle doctoral, encadrés par plus de 4.000 enseignants permanents et plus de 1.500 enseignants contractuels et collaborateurs. A Tlemcen, 8.389 nouveaux étudiants ont rejoint l'Université "Abou BekrBelkaïd", s'ajoutant à plus de 40.000 étudiants répartis entre 8 facultés et un institut des sciences appliquées à travers cinq pôles universitaires dans les communes de Tlemcen, Mansoura et Chetouane, selon le vice-recteur chargé de la pédagogie de l'Université, BounouarBensaïm, lors de la cérémonie d'ouverture. Cette rentrée a été marquée par l'ouverture de quatre nouvelles formations dans les spécialités d'Ingénierie, des Sciences de l'information et de la Communication, de licence d'anglais et de diplôme en finance internationale, selon la même source, qui a signalé la réception de 4.000 nouvelles places pédagogiques au pôle universitaire de Chetouane etl'opération de réhabilitation des résidences universitaires qui sera bientôt achevée. A El-Bayadh, plus de 7.500 étudiants se sont inscrits en licence et master, dont plus de 1.300 nouveaux, au Centre universitaire "Nour El Bachir", où cette rentrée a vu le renforcement du personnel pédagogique par l'emploi de 32 professeurs assistants, dépassant ainsi le nombre total de 270 enseignants, en plus de l'ouverture de dix nouvelles spécialités en licence et master dont celles de la Langue anglaise, les Sciences économiques et la Finance.

.R.R

CONSTANTINE

Le taux de raccordement au réseau de fibre optique FTTH à plus de 34 %

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, a déclaré, lundi à Constantine, que le taux de raccordement au réseau FTTH (Fiber to the home, ou fibre optique jusqu'au domicile) a atteint, dans la wilaya de Constantine, plus de 34 % des abonnés au service de l'internet. Le ministre a souligné, dans une déclaration aux médias, en marge d'une visite d'inspection dans cette wilaya, que plus d'un tiers des foyers de cette wilaya bénéficie de la technologie FTTH via un téléphone fixe, notant que des instructions ont été données pour "accélérer" le rythme de raccordement à la fibre dans la wilaya. "L'Algérie a accompli des pas de géant en matière de connexion à l'internet fixe sur l'ensemble du territoire national ", a indiqué M. Bibi Triki, ajoutant que le nombre de foyers dotées de cette technologie est passé de 3,5 millions en 2020 à 5,3 millions en 2023, grâce à "des projets et à des efforts qui se sont intensifiés pour moderniser le secteur et fournir un service public qui réponde aux attentes des citoyens". Au cours de sa visite d'inspection des projets de son secteur dans la wilaya de Constantine, le ministre a supervisé, à la circonscription administrative Ali Mendjeli, une opération de raccordement de 7.000 foyers au réseau de fibre optique, ainsi que la mise en service d'une antenne-relais de l'opérateur public Mobilis dans l'extension ouest de cette nouvelle ville. Il a aussi supervisé le raccordement au réseau FTTH de 5.000 autres foyers à travers les cités du 20-Août, Boudjenana et 5-Juillet, dans la commune de Constantine. Karim Bibi Triki avait auparavant inspecté une opération de remplacement de l'ancien réseau internet en cuivre par la fibre optique, dans différentes cités de la ville où la couverture internet est de l'ordre de 80 %.

APS

BATNA : PARC NATIONAL DE BELEZMA

Inauguration d'un nouveau sentier

Une randonnée pédestre organisée à l'initiative du Parc national de Belezma (Batna), pour les amoureux de la nature, a inauguré dimanche soir un nouveau sentier de 14,1 km entre le lieu-dit "Theniet El Gountos" et le village de "Tadakht" en passant par le chalet de Tichaou, dans la commune de Hidoussa. Les participants à la randonnée, dont un groupe d'étrangers résidant en Algérie parmi lesquels des français, des tchadiens et des maliens, des étudiants pour la plupart, étaient visiblement aussi heureux de cette sortie au cœur de la nature qu'émerveillés par la beauté du site verdoyant. Le chemin, qui traverse une partie du parc national, dans cette commune montagneuse et touristique par excellence, permet de découvrir des paysages à couper le souffle, dominé par les éternels et majestueux cèdres de l'Atlas qui s'étendent à perte de vue, en parfaite harmonie avec le décor naturel, donnant à admirer un tableau féérique que le pinceau du meilleur des peintres aura du mal à reproduire.

Le directeur du parc de Belezma, Mohamed-Lamine Dehimi, a indiqué que la réserve naturelle, était fermée aux visiteurs dans un souci de protection du site et de préservation des espèces végétales et animales qui y foisonnent. Il a ajouté que le nouveau sentier, qui s'ajoute aux 14 déjà matérialisés dans les trois secteurs du parc, ne pourra être emprunté que par les visiteurs accompagnés d'agents touristiques et de cadres de la direction de la réserve, après approbation de cette dernière et de la direction du tourisme et de l'artisanat. La randonnée, organisée en célébration de la Journée internationale du tourisme (le 27 septembre de chaque année), s'inscrit dans le cadre de l'encouragement et de la promotion du "tourisme de montagne encadré", dans le parc naturel de Belezma qui s'étend sur 26.250 hectares à travers les communes de Batna, de Fesdis, de Djerma, de Seriana, d'Oued El Ma, de Merouana et Hidoussa. Le plaisir éprouvé par les participants à la randonnée était palpable aussi bien dans les yeux des ressortissants étrangers, que dans ceux des journalistes, des acteurs d'associations touristiques et culturelles, et des amateurs de promenades au milieu de la nature. Les visages, malgré la fatigue que provoque fatalement une marche de 14 km sur un chemin escarpé, fait de pentes abruptes et de descentes vertigineuses, étaient illuminés autant par les sourires de ravissement que par le pétillement des yeux. Deux étudiants de la faculté des sciences de la nature et de la vie, de l'université Batna-2, Ahmed Mahmoud du Tchad et Amadou Doua du Mali, ont exprimé leur fascination par la beauté de ce site pittoresque et ses cèdres de l'Atlas qui s'étendent de part et d'autre du sentier. Une nature luxuriante que l'on peut admirer tout son soûl lorsque l'on se tient devant la table d'orientation, à une altitude de 1.780 mètres au-dessus du niveau de la mer. Le reste des randonneurs, constitués en groupes, n'hésitent à sortir leur appareil-photo pour immortaliser l'instant, tout en prêtant, à chaque halte du parcours, une oreille attentive aux explications des cadres du parc national. Ces derniers renseignent volontiers les visiteurs sur les espèces végétales dont regorge le parc, comme le cèdre de l'Atlas, le chêne vert et l'érable de Montpellier, ainsi que sur animaux peuplant la réserve (hyène rayée, loup, loup africain, renard et autres.

APS

TIZI-OUZOU:

Un Salon national du bijou traditionnel le 30 octobre

Un Salon national pour le soutien de la production du bijou traditionnel se tiendra dans la wilaya de Tizi-Ouzou du 30 octobre au 5 novembre prochains, a-t-on appris dimanche, auprès des organisateurs. Initié par la Chambre de wilaya de l'Artisanat et des métiers (CAM), cet événement qui s'étalera sur six jours sera une occasion pour faire la promotion du bijou traditionnel algérien dans toute sa diversité, a indiqué à l'APS la chargée de la promotion au niveau de la Chambre, ZahiaDjenane. Les inscriptions pour la manifestation sont ouvertes, et tous les bijoutiers à travers le territoire national intéressés par cet événement qui se tiendra au niveau de la placette de l'Olivier de la ville de Tizi-Ouzou, sont invités à contacter la CAM pour s'inscrire, selon l'appel lancé par les organisateurs. "Le Salon offrira un espace de rencontre entre les artisans des différentes régions du pays pour échanger leurs expériences sur les voies de promotions de leurs produits, le design, entre autres", a indiqué Mme Djennane. La manifestation, organisée en coordination avec la Chambre nationale de l'artisanat et des métiers, constituera également une opportunité de commercialisation de bijou traditionnel, a ajouté la chargée de la promotion. Les visiteurs du Salon auront le choix entre divers bijoux, sachant que chaque région du pays se distingue par ses bijoux spécifiques. Concernant les inscriptions qui seront clôturées le 15 octobre, la même responsable a fait savoir qu'outre Tizi-Ouzou, des bijoutiers de quatre autres wilayas se sont déjà inscrit à savoir Annaba, Sidi Bel Abbes, Batna et Alger.

APS

ORAN:

Club regroupant les acteurs économiques de la région Ouest

Un club économique, qui regroupe les acteurs économiques de l'Oranie, vient d'être lancé, dans l'objectif de rassembler, d'unir et de soutenir les entreprises locales pour renforcer la croissance économique, a-t-on appris lundi auprès de son président, Amine Mered. Baptisé "Club économique de l'ouest" (CEO), regroupant 25 membres fondateurs de différentes wilayas de l'Ouest, il a obtenu son agrément fin août dernier, a précisé M. Mered. Ce club est né d'une volonté commune de leaders de l'industrie, d'entrepreneurs et de professionnels de la région ouest de l'Algérie, de contribuer au renforcement de l'économie de cette région, a-t-on souligné dans un communiqué annonçant sa création. Cette association représente une variété de secteurs économiques, notamment l'industrie, le commerce, la santé, les services et l'agriculture, a-t-on encore précisé.

APS

JOURNÉE MONDIA

LE SECTEUR MONDIAL D
ATTEINDRE 9 500 MILLIA

Pour l'Organisation mondiale du Tourisme, (OMT), les investissements représentent l'une des grandes priorités pour la reprise du tourisme et pour la croissance future et le développement. La Journée mondiale du tourisme 2023, célébrée cette année, à Riyad en Arabie Saoudite, sous le thème, «le tourisme pour les investissements verts» est l'occasion pour l'OMT de mettre en lumière le besoin d'investissements plus nombreux et mieux ciblés pour le bien de l'humanité, de la planète et de la prospérité. L'heure est aux solutions nouvelles et innovantes, pardelà les investissements traditionnels qui sous-tendent et favorisent la croissance économique et la productivité. La Journée mondiale du tourisme est un appel à l'action pour

Célébrée chaque 27 septembre depuis 1980, la journée mondiale du tourisme a pour objectif principal de permettre une prise de conscience de l'importance du tourisme sur plusieurs plans : social, culturel, économique ou encore politique. Cette année, la célébration de cette journée a eu lieu à Riyad en Arabie Saoudite, avec pour thème, «le tourisme pour les investissements verts».

fédérer la communauté internationale, les gouvernements, les institutions financières multilatérales, les partenaires du développement et les investisseurs privés autour d'une nouvelle stratégie d'investissement dans le tourisme. Alors que le monde est confronté à d'importants défis économiques et géopolitiques, les données de l'OMT, couvrant la période jusqu'à la fin du mois de juillet, révèlent une reprise solide et prometteuse dans le secteur du tourisme international.

À la fin de juillet, les arrivées de touristes internationaux ont atteint 84 % des niveaux d'avant la pandémie, un indicateur clair d'un retour à la normale. Au cours des sept premiers mois de l'année, pas moins de 700 millions de globe-trotters ont traversé les frontières, ce qui représente une augmentation fulgurante de 43 % par rapport à la même période en 2022. Le mois de juillet a enregistré l'activité la plus intense, avec 145 millions de voyageurs internationaux, soit près de 20 % du total des sept mois. En effet , toutes les régions du monde ont connu une réactivation touristique impressionnante en 2023, alimentée par la demande provenant de grands marchés émetteurs. Le Moyen-Orient se démarque en enregistrant des résultats exceptionnels, avec une croissance de 20 % par rapport aux niveaux pré-pandémiques, maintenant sa position en tant que seule région à dépasser les niveaux de 2019. De son côté, l'Europe, le plus vaste marché touristique au monde, a atteint 91 % des niveaux d'avant la crise, soutenue par une demande intrarégionale solide et des voyageurs en provenance des États-Unis. L'Afrique a également fait preuve de robustesse, enregistrant une récupération de 92 % des visiteurs d'avant la pandémie au cours des sept premiers mois de l'année, tandis que les Amériques ont atteint 87 %.

En Asie et dans le Pacifique, la reprise s'est accélérée pour atteindre 61 % des niveaux d'arrivées pré-pandémiques, principalement après l'ouverture de nombreuses destinations et marchés émetteurs à la fin de 2022 et au début de 2023. Il est à noter que l'OMT a indiqué que le tourisme international est en bonne voie pour retrouver entre 80 et 95 % de ses niveaux d'avant la pandémie en 2023. Cette croissance sera soutenue par une demande persistante et une augmentation de la connectivité aérienne, en particulier en Asie et dans le Pacifique, où la reprise est encore en cours.

POUR UNE NOUVELLE STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT

Célébrée chaque 27 septembre depuis 1980, la journée mondiale du tourisme a pour objectif principal de permettre une prise de conscience de l'importance du tourisme sur plusieurs plans : social, culturel, économique ou encore politique.

La journée mondiale du tourisme a été instaurée lors de la 3e session de l'Assemblée Générale de l'OMT (Organisation Mondiale du Tourisme) en 1980. Cette date n'a pas été choisie par hasard puisqu'elle coïncide avec une autre date importante pour le monde du tourisme : l'anniversaire de l'adoption des statuts de l'OMT qui date du 27 septembre 1970.

L'enjeu principal de cette journée spéciale est de faire prendre conscience de l'importance du tourisme d'un point de vue social, économique, politique et culturel. En effet, pour de nombreux pays le tourisme est l'activité économique la plus importante et fait vivre une grande partie de la population. Elle a également pour mission de mettre en avant le tourisme durable, responsable et accessible à tous.

Pour cette année, la journée mondiale du tourisme a choisi comme sujet « Tourisme pour les investissements verts». Si la pandémie de COVID-19 a eu de fortes répercussions sur le secteur du tourisme, elle a également crée une occasion de se poser des questions sur les investissements dans le milieu du tourisme. Il devient indispensable de penser le tourisme et le voyage de façon plus durable et responsable pour le bien de la planète, des humains et de la prospérité. Il faut donc chercher des solutions innovantes et de nouvelles stratégies d'investissement, autre que les investisseurs traditionnels.

Et les possibilités d'actions sont nombreuses. Il s'agit notamment d'investir dans la formation des futurs professionnels du tourisme ; investir dans des infrastructures durables et qui participent à la transformation verte et investir dans l'innovation, l'entreprenariat et la technologie qui est un besoin fort dans le milieu du tourisme.

Cette journée met en avant la nécessité d'augmenter le nombre d'investissements plus ciblés, afin d'atteindre les objectifs de développement durable fixés par les Nations Unies pour une monde meilleur en 2030.

Avec cet événement, l'OMT lance un appel qui vise à fédérer les institutions financières, les gouvernements, la communauté internationale, les investisseurs privés et les partenaires du développement autour d'un même projet : réfléchir à la mise en place d'une nouvelle stratégie d'investissement qui réponde à cette nécessité d'un tourisme plus durable.

L'OMT met en avant sa nouvelle approche concernant l'investissement dans le tourisme qui s'intéresse à la fois à l'humain, la planète et la prospérité. Le sujet des start-up de voyage et de tourisme comme accélérateur de la transition verte sera également abordé, et des outils financiers innovants seront partagés.

Parmi les priorités de l'OMT : investir dans l'entreprenariat, l'innovation et la transformation numérique, faire le point sur les investissements traditionnels et non traditionnels en lien avec le tourisme durable et mettre en évidences les perspectives concernant l'investissement dans le tourisme de demain. Le thème «Tourisme et investissements verts» de cette année vise à promouvoir la compréhension mutuelle, à stimuler la durabilité économique et à favoriser la prospérité sociale dans le secteur.

Affichant la reprise sectorielle post-pandémie la plus rapide au monde parmi les pays du G20, l'organisation par l'Arabie saoudite de la Journée mondiale du tourisme reflète son ambition de placer le tourisme et la durabilité au cœur de la transformation dans le cadre de sa Vision 2030.

REBOND TOURISTI

Les dirigean
réunis à Riy
tourisme de
voir du touri
laboration p
teur en plaç
prospérité a
Selon le WT
ristique mo
500 milliard
conforme au
quelles le to
des niveaux
et devrait la
2019 en 202
moteurs de l
responsable
commerciale
en jouant u
des cultures,
et l'améliora
le. Reflétant
moteur clé
deront le d
compréhens
mique et la p
«Nous avons
une nouvelle
mondial, axé
la création
mique. Le to
changement
mutuelle, cré
culturel et as
nement, con
harmonieux»
ministre du
Journée mon
plateforme i
cès du secte
auxquels il fa
tourisme de
cette Journe
nous concen
vestir dans
durable pou
prospérité.
pourquoi l'O
vestir dans l
vation comm
de la transfo
tion officielle
te reflète la
pour diversi
opportunités
part, Zurab
de l'OMT. L
Unies Anton
vital d'inves
du tourisme
planète. «Le
ment au ser
hension mut
tirer le meill
protégé et en
ter : «aujou
peser une m
tions touris
sociétés et
tourisme. Pa
en développ
changements
ment s'aggra
Selon lui, «le
investir da
durables et
vent adopte
réduire leur
parti des én
doit protége

ALE DU TOURISME

DU TOURISME DEVRAIT RDS DE DOLLARS EN 2023

DE L'ACTIVITÉ QUE

ts du secteur touristique mondial vad pour la Journée mondiale du l'OMT, ont mis l'accent sur le pou- isme et explorer des pistes de col- our favoriser la croissance du sec- ant les personnes, la planète et la u centre des débats.

TC, la contribution du secteur tou- ndial au PIB devrait atteindre 9 s de dollars en 2023. Ce chiffre est ux prévisions de l'OMT selon les- urisme devrait atteindre 80 à 95 % d'avant la pandémie cette année rgement dépasser les niveaux de 4. En tant que l'un des plus grands économie mondiale, le secteur est d'une multitude d'opportunités es et de créations d'emplois, tout n rôle clé dans le rapprochement la mise en relation des personnes tion de la compréhension mutuel- le potentiel du secteur en tant que du changement, trois thèmes gui- éroulement de l'événement : la ion mutuelle, la durabilité écono- prospérité sociale.

une occasion historique de tracer e voie pour le secteur touristique ée sur le développement durable, d'emplois et la résilience écono- urisme – en tant que catalyseur du – favorise la compréhension ée des liens, protège le patrimoine ssure la conservation de l'environ- tribuant ainsi à un monde plus », a déclaré Ahmed Al Khateeb, Tourisme d'Arabie Saoudite. La ndiale du tourisme 2023 est une mportante pour célébrer les suc- ur , trouver des réponses aux défis ait face et accueillir des leaders du s secteurs public et privé.» «En ée mondiale du tourisme, nous trons sur la nécessité vitale d'in- la construction d'un secteur plus r les personnes, la planète et la Cette journée explique également OMT insiste sur la nécessité d'in- l'éducation et de renforcer l'inno- ne fondements de la croissance et rmation à long terme. La célébra- e de cette année en Arabie saoudi- façon dont le tourisme est adopté fier les économies et générer des s pour tous», a estimé pour sa Pololikashvili, Secrétaire général e secrétaire général des Nations io Guterres a souligné le besoin tissements pour bâtir un secteur au service des personnes et de la tourisme est un puissant instru- vice du progrès et de la compré- uelle. Mais pour qu'on puisse en eur parti, cet instrument doit être ntretenu», a-t-il précisé. Et d'ajou- rd'hui, l'urgence climatique fait enace sur bon nombre de destina- iques et sur la survie même des des économies qui dépendent du r ailleurs, dans de nombreux pays ement gravement touchés par les s climatiques, le sous-investisse- ave et le coût de la vie flambe». es États et les entreprises doivent ns des pratiques touristiques résilientes. Les acteurs privés doi- r des trajectoires zéro émission, consommation d'énergie et tirer ergies renouvelables. Et chacun r la biodiversité et l'équilibre éco-

logique de toutes les destinations». «Grâce à des investissements ciblés, on peut générer des emplois et stimuler l'entreprise et l'industrie au niveau local tout en atténuant les effets du tourisme sur l'environnement, en donnant des moyens d'action aux populations, en faisant mieux connaître les différentes cultures et en contribuant aux systèmes de protection sociale, qui sont essentiels» a expliqué le secrétaire général de l'ONU appelant à une mobilisation plus grande pour exploiter tout le potentiel du tourisme durable. Parce qu'investir dans le tourisme durable, c'est investir dans un avenir meilleur pour toutes et tous».

TOURISME MONDIAL : LES TENDANCES DE 2023

Après trois années de crise sanitaire, les voyageurs entendent bien rattraper le temps perdu et l'envie de parcourir le monde ne faiblit pas, en dépit d'un contexte économique complexe. A l'échelle du globe, les voyages d'agrément restent robustes, en hausse d'environ 31% en mars 2023 par rapport à la même période en 2019, selon les observations du Mastercard Economics Institute. Les consommateurs à revenu élevé, soutenus par la croissance des salaires et un excédent d'épargne de 1 700 milliards de dollars aux États-Unis et de 1 000 milliards d'euros en Europe, stimulent les dépenses de consommation. En France aussi la demande pour les voyages lieìs aux loisirs reste relativement forte, avec des réservations de vols en hausse de 21,3% par rapport aÌ 2019 (versus 31% dans le monde ; 74% au Royaume-Uni ; -18,5% en Allemagne), d'après les données de cette étude. Après avoir mis son tourisme sous cloche pendant trois ans en raison du Covid, la Chine a progressivement rouvert ses frontières. Une nouvelle donne qui aura des répercussions sur l'industrie du voyages à l'échelle du globe, mais aussi sur l'économie mondiale. D'après les dernières estimations du Mastercard Economics Institute, l'inflation et les taux d'intérêt élevés devraient faire chuter la croissance du PIB réel mondial à 2,8% en glissement annuel tout au long de 2023, contre 3,4% l'an dernier. «Compte tenu de la possibilité d'un ralentissement aux États-Unis et en Europe, la réouverture de la Chine continentale pourrait donner un coup de pouce bien nécessaire à la croissance mondiale», note l'étude. Une réouverture dont bénéficieront en premier lieu les économies de l'ASEAN et d'autres régions de la région Asie-Pacifique. Dans une moindre mesure, la France devrait aussi bénéficier de cette réouverture indique l'étude, qui anticipe aussi un fort engouement de ce marché pour des voyages de luxe.

Lorsqu'il s'agit de faire des arbitrages dans les dépenses, les voyageurs favorisent les expériences (restaurants, activités de loisirs, casinos, boîtes de nuit, bars et autres événements) plutôt que l'achat de bien matériels (achats dans les magasins, vêtements, cosmétiques, articles de sport, livres, matériel électronique, jouets…) rapporte l'étude, qui note également une appétence nouvelle «pour ce qui est unique», avec une propension à s'aventurer dans des destinations moins connues, en quête d'une immersion culturelle.

DESTINATIONS TENDANCES

Les destinations de voyage populaires en 2023 sont influencées par les voyageurs d'Asie-Pacifique et des États-Unis, note l'étude. Les marchés d'Asie du Nord-Est, en particulier la Chine continentale et Hong Kong, devraient décoller, tandis que l'Inde, l'Australie et la Nouvelle-Zélande prévoient une expansion plus modérée. Une solide base de consommateurs américains et un intérêt soutenu pour le tourisme inciteront les Américains à voyager en Amérique centrale, dans les Caraïbes et en Europe. «Les pays européens axés sur le tourisme comme la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la Grèce pourraient bénéficier de manière disproportionnée d'arrivées de touristes mondiaux», anticipe l'étude. Si l'on se concentre sur les intentions de voyage des Européens, les destinations touristiques les plus populaires restent globalement les mêmes que l'an dernier. Avec quelques évolutions toutefois : on remarquera l'absence du Portugal dans ce classement (il y figurait il y a un an), quand les Etats-Unis grimpent d'une place, soulignant un désir croissant des voyageurs de s'aventurer plus loin de chez eux, d'après l'étude.

Le souvenir de l'été 2023 et de ses terribles incendies influencent le choix des destinations de voyage, selon l'étude, qui constate que «les conditions météorologiques ont entraîné des changements subtils dans l'endroit où les gens passent leurs étés. Les vagues de chaleur extrêmes et les risques d'incendies de forêt dans le sud de l'Europe ont poussé les voyageurs à explorer le nord du continent, notamment le Royaume-Uni, la Scandinavie, les Pays-Bas, la Suisse et l'Allemagne».

Sur le printemps et l'été, pour la première fois depuis la création de ce rapport, l'Arabie saoudite se fait une place dans le top 10. Cette destination émergente, encore en pleine structuration dans le cadre du projet Vision 2030, se classe à la 8e place des destinations populaires auprès des voyageurs en provenance du Moyen-Orient et d'Afrique, devançant le Canada et l'Italie, qui ferment le classement.

La France est présente dans le top 10 des destinations populaires sur plusieurs marchés d'après les données de Mastercard. Elle se classe à la 8e place pour la zone Etats-Unis/Canada, devançant sa grande rivale habituelle, l'Espagne, la Colombie, mais est dépassée par trois de ses proches voisines, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Allemagne. La concurrence s'annonce rude. Sur le marché européen, l'Hexagone occupe la 6e place. Elle est 8e pour la zone Afrique/Moyen-Orient, mais n'apparaît pas dans le top 10 pour la zone Asie-Pacifique de ce classement.

CONCILIER TOURISME ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Si le tourisme de masse a un impact positif sur le développement économique des territoires, il a aussi des effets néfastes sur l'environnement et les populations locales. Les dégâts provoqués par le tourisme pèsent non seulement sur la planète, mais aussi sur ce secteur économique. Il est donc vital de réconcilier les deux. L'empreinte carbone du tourisme a augmenté ces dernières années. Le tourisme est à l'origine de 5% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Les nuisances engendrées se retournent contre l'activité elle-même.

Aux atteintes dues au dérèglement climatique s'ajoutent les détériorations de sites et monuments, les déséquilibres sociaux et sociétaux. Les habitants des régions visitées supportent de plus en plus mal ces afflux de touristes pollueurs, bruyants, qui font monter les prix des loyers au point que les résidents à l'année n'arrivent plus à se loger dans la région qui les emploie.

Ce phénomène a désormais un nom : la «tourismophobie». Un mal qui sévit sur tous les continents : à Venise, à Barcelone, en Grèce, mais aussi sur le site du Machu Picchu (Pérou) ou dans les îles thaïlandaises. Certains acteurs du secteur ont compris qu'il est nécessaire, voire opportun, d'intégrer les impératifs de développement durable dans leur stratégie. Des hôteliers utilisent les caractéristiques pro-environnementales de leur établissement comme argument de vente.

Par Amel B. et Agences

L'ACCUSANT DE DIFFUSER UN ARTICLE «MENSONGER»

Le Burkina Faso suspend la diffusion du magazine «Jeune Afrique»

LE BURKINA Faso a annoncé lundi soir la suspension de "tous les supports de diffusion" du média français Jeune Afrique, qui compte un journal papier et un site internet, après la parution d'articles évoquant des tensions au sein de l'armée burkinabè. Le "gouvernement de transition" a "décidé en toute responsabilité de la suspension jusqu'à nouvel ordre de tous les supports de diffusion de Jeune Afrique au Burkina Faso à compter de ce lundi 25 septembre", a écrit le porte-parole du gouvernement et ministre de la Communication, Rimtalba Jean Emmanuel Ouédraogo. Le gouvernement justifie sa décision par la diffusion d'"un nouvel article mensonger sur le site du journal Jeune Afrique, intitulé: "Au Burkina Faso, toujours des tensions au sein de l'armée" et publié lundi. "Cette publication fait suite à un article précédent dudit journal sur le même site", publié jeudi, "dans lequel Jeune Afrique alléguait qu'"au Burkina Faso, la grogne monte dans les casernes", ajoute le ministre. Selon le gouvernement, "ces affirmations faites à dessein sans l'ombre d'un début de preuve n'ont pour seul but que de jeter un discrédit inacceptable sur les Forces armées nationales et par-delà l'ensemble des forces combattantes". En juin, les autorités burkinabè avaient annoncé la suspension de la chaîne française LCI pendant trois mois, après avoir expulsé les correspondantes des quotidiens français Libération et Le Monde en avril. Fin mars, elles avaient ordonné la suspension sine die de la chaîne de télévision France 24, après avoir suspendu en décembre 2022 Radio France Internationale (RFI), médias publics français accusés d'avoir relayé des messages de chefs groupes armés.

In Africanews

SELON UNE ÉTUDE

Le Nigeria devient le deuxième utilisateur de cryptomonnaies au monde

Le bitcoin est vu comme un moyen de mettre son argent à l'abri pour de nombreux Nigérians. Le pays enregistre l'une des plus fortes progressions des douze derniers mois.

Comparé à d'autres régions du monde comme les Etats-Unis ou l'Europe de l'Ouest, l'Afrique subsaharienne ne pèse pas massivement sur le marché des cryptomonnaies échangées à l'échelle mondiale. « Comme les années précédentes, elle est la plus petite cryptoéconomie de toutes les régions du monde, représentant seulement 2,3 % des transactions globales entre juillet 2022 et juin 2023 », peut-on lire dans la section dédiée au continent du dernier rapport de la société d'études spécialisée Chainalysis, publiée mi-septembre. Mais plusieurs Etats africains se distinguent. Totalement absentes dans certains pays, les cryptomonnaies sont devenues « une part importante de la vie quotidienne de beaucoup d'habitants » au Nigeria, au Kenya, au Ghana ou en Afrique du Sud, pointe Chainalysis. Le premier est passé de la 11e à la 2e place mondiale en un an (Kenya, Ghana et Afrique du Sud se placent respectivement au 21e, 29e et 31e rang) en termes d'adoption des cryptomonnaies, soit juste derrière l'Inde et devant le Vietnam, selon l'index publié annuellement par Chainalysis, qui met en avant le nombre d'utilisateurs et la part de leur richesse investie plutôt que les volumes globaux échangés.

Preuve de cet engouement, les transactions en cryptomonnaies au Nigeria ont continué à progresser malgré un contexte économique mondial en ralentissement et une période morose pour les cryptomonnaies, note le cabinet d'étude. Le géant ouest-africain est l'« un des six pays » du haut de l'index dont les volumes d'échanges ont progressé (+ 9 %). D'après Chainalysis, les Nigérians – comme les Kényans, les Ghanéens ou les Sud-africains – adoptent donc avant tout les cryptomonnaies par pragmatisme : pour tenter de mettre leur argent à l'abri. D'ailleurs, note le cabinet d'étude, ces utilisateurs choisissent essentiellement le bitcoin, la plus célèbre d'entre elles, loin devant l'éther ou d'autres « jetons », « se tournant vers celui qu'on appelle "l'or digital" comme solution d'épargne alternative ». « Tandis que les habitants de régions plus riches achètent et vendent plus de cryptomonnaies que ceux des marchés émergents, ces derniers ont un besoin quotidien plus important pour les cryptomonnaies, très en ligne avec la vision originelle du bitcoin et celle du secteur en général», argumente l'étude. A Lagos, bouillonnante capitale économique nigériane, l'analyste Michael Famoroti, du cabinet d'intelligence économique Stears, confirme que les cryptomonnaies sont devenues « très populaires » ces dernières années pour l'épargne et les transferts de fonds, notamment venant de l'immense diaspora, mais qu'elles restent très rares dans les paiements. Et ce malgré les restrictions imposées par la Banque centrale, qui interdisait aux banques d'effectuer des transactions en cryptomonnaies. « Cela a eu pour conséquence de déplacer l'environnement des cryptos vers un écosystème purement d'individu à individu, de portefeuille à portefeuille, via les plateformes d'échange, et ensuite les gens ont trouvé toutes sortes de solutions pour convertir ces cryptos sur un compte local ou international », explique l'analyste.

La spéculation (trading) est un autre usage qui a fait fureur ces dernières années dans ce pays à la population très jeune, digitalisée et en manque criant d'emploi. « En 2021, quand les prix des cryptos s'envolaient, les gens ont vu ça comme une opportunité pour gagner de l'argent rapidement», rappelle Michael Famoroti, estimant que «plusieurs centaines de milliers de Nigérians, peut-être plus, bombardaient alors les plateformes de cryptos pour se faire de l'argent ». Cette frénésie s'est récemment tassée, souligne-t-il, en raison notamment des turbulences qu'a connues le secteur. Les cours ont chuté – le bitcoin est passé d'un record de 69 000 dollars en novembre 2021 à environ 26 000 dollars actuellement –, tandis que plusieurs plateformes d'échange comme FTX ont fait faillite.

In Le Monde

SOUDAN

Des «centaines de morts» de la dengue

La dengue et les diarrhées aiguës connaissent une augmentation alarmante au Soudan où la guerre a entraîné la fermeture de 100 hôpitaux, alertent des médecins lundi, appelant à endiguer "une propagation catastrophique" ayant fait "des centaines de morts". L'Etat le plus durement touché est celui de Gedaref, frontalier de l'Ethiopie, où "la vitesse de propagation de la dengue est catastrophique" et a déjà fait "des centaines de morts et des milliers de cas de contamination", prévient le syndicat des médecins. La saison des pluies au Soudan, marquée chaque année par la propagation d'épidémies de paludisme ou de dengue, est encore plus dévastatrice cette année après plus de cinq mois de guerre entre les deux généraux au pouvoir à Khartoum. "Les hôpitaux sont déjà pleins et les cas continuent d'augmenter, la situation est particulièrement compliquée pour les enfants malades car si certains sont hospitalisés, la plupart sont traités chez eux", indique à l'AFP un praticien à Gedaref sous couvert d'anonymat. Amal Hussein, une habitante de Gedaref, assure à l'AFP que "dans chaque maison, il y a au moins trois personnes malades de la dengue", une maladie transmise par le moustique qui entraîne de fortes fièvres puis des hémorragies, mortelles si elles ne sont pas traitées.

A El-Facher, chef-lieu du Darfour-Nord, "13 cas de paludisme ont été recensés en une semaine", selon le ministère de la Santé. A Khartoum, "trois personnes sont mortes de diarrhées aiguës" parmi les "14 hospitalisées pour la seule journée de dimanche" dans le quartier de Hajj Youssef, dans l'est de la capitale, rapporte le comité de résistance de ce quartier. "Prenez des précautions pour éviter la contagion", exhorte ce groupement de militants qui organise l'entraide entre habitants depuis que les deux généraux au pouvoir sont entrés en guerre le 15 avril. Outre les maladies, la faim guette aussi les Soudanais : plus de la moitié des 48 millions d'habitants ont besoin d'aide humanitaire pour survivre, et six millions d'entre eux sont au bord de la famine, préviennent les humanitaires. "La catastrophe frappe à la porte au Soudan, les bailleurs doivent immédiatement verser les fonds promis pour l'aide humanitaire qui peut sauver des vies", a lancé lundi la numéro deux de l'ONU au Soudan Clémentine Nkweta-Salami. Selon le ministère de la Santé soudanais, les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR) ont "pris le principal stock de médicaments de Khartoum d'une valeur de 500 millions de dollars et il manque désormais 70% des équipements des centres d'oncologie, de cardiologie, d'ophtalmologie, d'orthopédie et de pédiatrie". Le conflit a fait 7 500 morts, selon un bilan très sous-évalué, des millions de déplacés et de réfugiés et a achevé un système de santé à genoux depuis des décennies dans l'un des pays les plus pauvres du monde. Des dizaines d'hôpitaux ont été bombardés ou occupés par des combattants, et les stocks des établissements encore en fonctionnement sont aujourd'hui épuisés ou ont été pillés. Avant même le début des combats , un Soudanais sur trois devait en moyenne marcher plus d'une heure pour trouver un établissement médical, avec seulement 30% des médicaments essentiels disponibles.

In Africanews

POLITIQUE SPORTIVE

Une meilleure exploitation des infrastructures exigée

Les autorités du secteur envisagent la création de pôles sportifs. Ils insistent sur la réalisation des projets dans les délais.

Le ministre de la Jeunesse et des sports, Abderrahmane Hammad, a insisté, lundi à M'Sila où il effectue une visite d'inspection et de travail, sur "l'importance d'une meilleure exploitation" des infrastructures relevant de son secteur. Après avoir écouté un exposé sur le projet de réalisation d'un lycée sportif à M'Sila, le ministre a précisé que "ces infrastructures peuvent servir à l'hébergement des sportifs et être exploitées pour les compétitions organisées par l'Algérie, en plus de constituer un appui pour le sport scolaire en contribuant à la promotion et à l'encouragement des jeunes talents, conformément aux engagements du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, dans ce domaine". M. Hammad, qui a également insisté sur l'importance de créer des pôles sportifs, a donné son accord de principe pour la réservation d'un budget de 673 millions de dinars à titre de réévaluation pour un second lot comprenant la réalisation d'une salle omnisports, d'une piscine, d'un stade de football et d'une piste d'athlétisme, entre autres. Le ministre de la jeunesse et des Sports a appelé les entreprises de réalisation à respecter les délais de réalisation des projets relevant de son secteur, conformément aux clauses contenues dans les cahiers des charges et mis l'accent sur l'importance de redoubler d'efforts pour livrer les projets dans les meilleurs délais. Un accord de principe a aussi été donné quant à une demande de réévaluation d'un projet de réalisation d'une salle omnisports de 500 places, au chef-lieu de wilaya, moyennant une enveloppe de 55 millions de DA, en plus de 113 millions DA en tant que réévaluation du projet d'achèvement du stade omnisports Chahid-Ouartal El Bachir, toujours à M'sila-ville. Le ministre qui a assisté à une activité de jeunes au centre des loisirs scientifiques de M'Sila, a insisté sur le soutien apporté par le ministère aux activités des jeunes qui doivent être, a-t-il souligné, accompagnés et encouragés pour qu'ils puissent développer leurs talents, notamment dans le domaine de l'innovation. Le ministre devait poursuivre sa visite dans la wilaya de M'Sila en inspectant le stade communal de Magra, réservé au club Nedjm Chabab Magra (NCM), évoluant en ligue 1 Mobilis de football, avant de se déplacer à Boussaâda pour inspecter le projet de réalisation d'une salle omnisports de 500 places et visiter le site proposé pour la réalisation d'un stade de 15.000 places. M. Hammad insiste sur la réalisation d'une extension pour le projet du stade de football de Boussaâda Le ministre de la Jeunesse et des sports, Abderrahmane Hammad, a insisté sur "l'importance de réaliser une extension du projet du stade de football de 15.000 places à Boussaâda". Inspectant l'assiette proposée pour abriter le projet de réalisation de ce stade, au terme d'une visite de travail dans cette wilaya, le ministre a mis en avant "l'importance de prendre en considération la réalisation d'un parking pour véhicules et structures annexes pour être au diapason des normes internationales et garantir la qualification du stade s'il venait à être exploiter pour des activités ou championnats mondiaux". Il a insisté dans ce cadre sur la nécessité d'élargir la surface du projet de 9 hectares à 15 hectares en donnant l'accord de principe pour la réévaluation de l'opération en réservant 900 millions DA, ajoutant que le lancement des travaux de réalisation de ce projet devant constituer une bouffée d'oxygène pour les jeunes de la région, est prévu "durant les prochains jours". Le ministre a indiqué que le ministère de la Jeunesse et des sports prendra en charge l'équipement de la salle omnisports de 500 places de Boussaâda dont les travaux de réalisation affichent un taux d'avancement de 70%.

R.S.

UNIVERSITÉ DE BAB EZZOUAR

L'USTHB SE DOTE D'UN NOUVEAU STADE DE FOOTBALL

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a procédé, mardi, à l'inauguration du nouveau stade "Salah Djebaïli" à l`Université des sciences et de la technologie "Houari Boumediene" (USTHB) à Bab Ezzouar (Alger), à l'occasion de la journée mondiale du sport universitaire, célébrée le 20 septembre. Le ministre a indiqué que ce nouveau stade vient renforcer les structures sportives de l'USTHB à Bab Ezzouar destinées aux étudiants universitaires, pour développer et promouvoir la pratique du football chez cette catégorie et leur permettre de développer leurs capacités physiques. M. Baddari a affirmé que le nouveau stade s'inscrivait dans le cadre des efforts visant à donner un nouvel élan au sport universitaire, suite aux décisions issues "du Conseil des ministres appelant le secteur de l'enseignement et de la recherche scientifique à insuffler une forte impulsion au sport universitaire pour porter haut le flambeau de l'Algérie aux niveaux national et international". Cette journée qui coïncide avec l'ouverture de l'année sportive universitaire a été l'occasion d'inaugurer le stade "Salah Djebaïli" à l'Université des sciences et de la technologie Houari Boumediene (USTHB) de Bab Ezzouar avec la programmation de plusieurs activités footballistiques, a-t-il précisé. La première rencontre programmée est celle ayant opposé les vétérans du Mouloudia Club d'Alger (MCA) et des enseignants de l'université, qui pose, a-t-il dit, un jalon à court et à moyen termes en vue de permettre au sport universitaire de représenter dignement l'Algérie dans les différents rassemblements et meetings nationaux et internationaux". APS

ANGLETERRE :

Manchester City, en tête du championnat, creuse l'écart

Manchester City, en infériorité numérique, a poursuivi samedi sa moisson de points contre Nottingham Forest (2-0), une sixième victoire en six matches qui accroît la pression sur Tottenham et Arsenal, ses poursuivants qui s'affrontent dimanche à l'Emirates. Le champion d'Angleterre en titre a creusé l'écart au classement grâce à une belle volée de Phil Foden (7e, 1-0) et une tête smashée d'Erling Haaland (14e, 2-0), avant de faire le dos rond lors d'une seconde période disputée intégralement à dix contre onze. La maîtrise parfaite des Citizens a été mise à mal par un geste d'humeur inhabituel et assez incompréhensible de Rodri à l'encontre de Morgan Gibbs-White (46e), moins de 30 secondes après la reprise. Le milieu espagnol, buteur de la finale gagnée en Ligue des champions contre l'Inter Milan, sera suspendu le week-end prochain contre Wolverhampton. Il risque surtout, en cas de sanction aggravée, de manquer le choc suivant face à Arsenal. En attendant, Manchester City compte cinq points d'avance sur Arsenal (4e, 13 pts) et Tottenham(2e), opposés dimanche lors du très attendu « North London Derby », et sur Liverpool (3e), autre équipe à treize points avant de recevoir West Ham (6e). Ce matelas a été acquis, samedi, sans Mateo Kovacic, Kevin De Bruyne ni Bernardo Silva, sur le flanc. Mais les suppléants Matheus Nunes, Phil Foden et Julian Alvarez offrent mieux qu'un plan B. Titulaire pour la première fois avec City en championnat, Nunes a par exemple servi Haaland permettre au Norvégien d'inscrire son huitième but en six matches de Premier League. Le N.9 affiche 44 buts en 41 matches au compteur, en incluant la saison dernière. A l'autre extrémité du classement, la lanterne rouge Luton a enfin décroché son premier point cette saison, contre des Wolves réduits à dix après l'exclusion de Jeanricner Bellegarde en fin de première période. Le promu, de retour dans l'élite après trente-et-un ans d'absence, a égalisé par Carlton Morris (65e, 1-1) et bloqué à quatre défaites sa mauvaise série de début de saison. Les prochaines rencontres contre Everton puis Burnley (match en retard) pourraient leur permettre de redresser encore plus la barre. Dans l'autre match de l'après-midi, Crystal Palace et Fulham ont fait match nul 0-0.

CHAMPIONNAT D'ALGÉRIE DE KARATÉ-DO SENIORS:

LA COMPÉTITION AURA LIEU DU 28 AU 30 SEPTEMBRE À ORAN

Le Championnat d'Algérie de Karaté-do seniors dames et messieurs en kata et kumité aura lieu, du 28 au 30 septembre à la salle omnisports du complexe Miloud Hadefi d'Oran, a-t-on appris, lundi auprès des organisateurs. Cette compétition de sport de combat de trois jours, organisée par la Ligue de wilaya d'Oran de Karaté-do en collaboration avec la Fédération algérienne de Karaté-do et la Direction de la Jeunesse et des Sports, verra la participation de plus de 1.200 karatékas dames et messieurs issus d'une cinquantaine de ligues de wilayas du pays. La première journée, jeudi, sera consacrée aux épreuves éliminatoires des spécialités kata et kumité individuels et par équipes dans différents catégories de poids en dames et messieurs. Les finales individuelles en kata et kumité, dames et messieurs, auront lieu dans la soirée de vendredi, alors que la journée du samedi sera consacrée aux finales individuelles en kumité et kata par équipes.

ELIMINATOIRES CAN 2024 DAMES ALGÉRIE-OUGANDA:

ASSURER LA QUALIFICATION À ORAN

La sélection nationale féminine de football, affrontera mardi son homologue ougandais au stade Miloud-Hadefi d' Oran (19h00), avec l'intention de confirmer le succès décroché à Jinja (2-1), à l'occasion de la seconde manche du 1er tour des éliminatoires de la Coupe d' Afrique des Nations féminine 2024. Vainqueures mercredi dernier lors du match aller grâce à deux buts signés par Imane Chabel (47e) et Habiba Karchouni (51e), les Algériennes aborderont cette seconde manche avec l'intention de finir le boulot et surtout confirmer leur renouveau, face à un adversaire qui n'aura rien à perdre mais tout à gagner. Même si les "Vertes" partiront largement favorites à domicile et devant leur public, il n'en demeure pas moins qu'elles seront appelées à faire preuve de vigilance face à une équipe ougandaise qui va tenter le tout pour le tout dans l'objectif de renverser la vapeur et créer la surprise. En prévision de ce match retour, les joueuses du sélectionneur Farid Benstiti ont rallié vendredi soir la ville d'Oran en présence de l'ensemble de l'effectif. La première séance d'entraînement, effectuée samedi, a vu la présence de toutes les joueuses à l'exception de la sociétaire de l'Inter Milan (Italie) Ghoutia Karchouni, laissée au repos. En cas de qualification, l'Algérie affrontera au 2e et dernier tour (27 novembre - 5 décembre), le vainqueur de la double confrontation entre le Burundi et l'Ethiopie. Lors du match aller, les deux équipes se sont neutralisées à Bujumbura (1-1). Pour rappel, la dernière participation de l'Algérie à la CAN, remonte à l'édition 2018 disputée au Ghana, et marquée par une élimination dès le premier tour de la compétition. L'Algérie comptait auparavant quatre participations au tournoi continental (2004, 2006, 2010, et 2014). Au total, 42 nations participeront aux qualifications de la CAN-2024, qui se dérouleront sous format de match aller-retour, en deux tours. L'Afrique du Sud, championne en titre, la Zambie, vice-championne, seront exemptes du premier tour. Le tournoi final se jouera au Maroc. Le 1er tour est composé de 40 équipes. Les 20 équipes qualifiées du premier tour ainsi que les 2 équipes exemptées joueront ce second tour. Les 11 équipes gagnantes se qualifieront pour le tournoi final **APS**

RENCONTRES CINÉMATOGRAPHIQUES DE BÉJAÏA

«ASHKAL», DE YOUCEF CHEBI, FAIT FLORÈS

Le film «Ashkal» (les formes), du jeune cinéaste tunisien Youcef Chebi, a fait sensation dimanche soir, au deuxième jour des Rencontres cinématographiques de Béjaïa (RCB), devant un public visiblement bien au fait de l'actualité tunisienne, notamment les tourments générés au lendemain des évènements de 2011, coïncidant avec la chute du régime du président Zine El-Abidine Ben Ali.

Le film, dans son essence, n'est pas une chronique politique mais un polar, dont les enjeux et les ramifications sociales ont donné matière à une trame lugubre, relatant la transition démocratique du pays, ballotté entre l'espoir d'un changement profond et radical et la peur de succomber au chaos. De fil en aiguille, le réalisateur, prend prétexte sur un cas d'immolation dans les jardins et le chantier de Carthage, alors siège de construction d'une cité résidentielle huppée pour construire son intrigue.

La mort par le feu à Sidi Bouzid de Mohamed Bouazizi en janvier 2011 en a été l'élément inspirateur, seulement, à contrario de la version «Bouazizi» et de l'émotion qu'elle a générée, les gravats de cette zone urbaine ont révélé une multitude d'autres cas, morts dans des circonstances aussi atroces mais surtout de façon mystérieuse et récurrente.

L'enquête de la police ne résout pas le mystère et a fini par s'orienter vers l'hypothèse scabreuse et spirituelle voire fantasmatique, en laissant croire qu'un fantôme pousse les victimes à se trucider par les flammes. La chute du film ne donne pas le résultat des investigations mais autorise les spectateurs à tirer leur propre enseignement sur la gestion politique des évènements, à l'origine de tous les excès.

La trame est sombre, mais durant 90 minutes, elle accapare l'esprit et donne matière à réfléchir. Ce qui n'a pas déplu, selon les spectateurs que l'APS a approchés et qui ont dit avoir apprécié cette approche policière qui a donné lieux à un éclatement kaléidoscopique fort bavard sur la situation politique du pays.

Le film a reçu l'étalon d'or au Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO) 2023 (Burkina Faso), et une distinction spéciale au Cinéma Méditerranéen (France) également en 2023. Il a été aussi présenté au Festival de Cannes (France) en 2022.

I.M./Agence

PORTRAIT

Djaffar Beck, le rire comme moyen d'éducation à la citoyenneté

Avec la profonde conviction que le rire est un moyen efficace d'éducation à la citoyenneté en toutes circonstances, il aura mené une carrière dédiée à l'éveil des consciences. Djaffar Beck aura marqué la mémoire collective des Algériens par des œuvres éternelles. Avec son art et ses convictions, il aura été de tous les combats pour une Algérie libre, qui célèbre cette année les 60 ans du recouvrement de son indépendance, en tant que jeune Scout musulman, infirmier dans les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) puis membre de la troupe artistique du FLN.

Avec cette troupe, fondée en 1957, à l'appel du FLN, et dirigée par Mustapha Kateb, Djaffar Beck incarne des rôles dans des pièces de théâtre comme «Les enfants de Novembre» et «El Khalidoun» conçues pour appuyer le combat libérateur et faire connaître la cause nationale lors des tournées de la troupe en Asie, en Europe de l'Est et dans le monde arabe.

Natif de la Casbah d'Alger en 1927, Djaffar Beck, Abdelkader Cherrouk de son vrai nom, qui a grandi dans un milieu artistique dans la maison de la célèbre chanteuse hawzi Meriem Fekkai, a entamé sa carrière artistique au début des années 1950. Il est également considéré comme l'un des pionniers du sketch et de la chanson humoristique en Algérie avec le célèbre Rachid Ksentini.

Au lendemain de l'indépendance, Djaffar Beck va rejoindre tout naturellement la radio nationale, un 28 octobre 1962, pour grossir les rangs des artisans du recouvrement de la souveraineté sur la Radio et la Télévision, et y mener un énième combat d'édification quelques mois à peine après avoir transvasé l'euphorie de juillet en chansons dont il avait le secret comme «Eddinaha», en référence à l'indépendance arrachée.

Il continue, en 1963, de célébrer l'indépendance si chèrement recouvrée, à la télévision nationale dans «La finale», une opérette satyrique sur la France coloniale réalisée par Mohamed Slim Riad, où il incarne le combat libérateur.

Dans sa carrière, il a été souvent accompagné de comédiens comme Sidali Fernandel, Ali Abdoune, Sissani ou encore Cheikh Noureddine, en plus d'avoir longtemps collaboré avec l'orchestre de «La rose blanche» dirigé par le violoniste Mustapha Sahnoun, un compagnon de route qui voyait en lui «ce qu'était Louis de Funès pour l'humour français». Les éternels sketchs et chansons humoristiques de Djaffar Beck auront également accompagné la société algérienne dans ses évolutions et dans son quotidien, à l'instar de «Alif El Ba Et Ta», «El Biroukratiya» ou encore la célèbre «Ana Mellit». Il a également donné la réplique a de grands noms du cinéma et de la télévision dont Fatiha Berber, Farida Saboundji, ou encore Hassan El Hassani. Souvent dirigé par des réalisateurs comme Mustapha Badie, Mohamed Slim Riad et Djamel Bendeddouche, Djaffar Beck a également conçu et présenté plusieurs émissions à la radio et à la télévision comme «El Bachacha» (la gaîté), une émission au contenu exclusivement pédagogique, «Face à la caméra» ou encore «Inspecteur Homes».

Attaché à l'identité nationale et très ouvert sur la production artistique mondiale, il aura été selon le chanteur Hamidou, un «précurseur qui a beaucoup appris aux jeunes, particulièrement sur le plan musical, et qui a introduit le Rock'n'roll et le jazz dans les foyers algériens».

Après une longue carrière des plus prolifiques, et une perpétuelle réinvention de son art, Djaffar Beck s'est éteint le 31 janvier 2017.

I. Med

LA COMMUNAUTÉ ALGÉRIENNE À L'ÉTRANGER ADOPTE SES COMIQUES

L'ironie pour extérioriser le mal du pays

Toute une génération de comédiens issus de l'immigration maghrébine a su conquérir le public français. L'humour est désormais un vecteur pour raconter le véritable parcours des immigrés et de leurs enfants, et la place qu'ils occupent dans la société française. Après la musique, l'humour est sans doute devenu l'un des milieux artistiques les plus diversifiés en France. La place du rire est devenue primordiale dans l'offre de divertissement de la société française. À la télé comme à la radio, les chroniqueurs qui viennent du one man show sont de plus en plus nombreux. Les humoristes intègrent les castings des séries et des films. Les salles de spectacle dédiées à la scène ouverte sont devenues des lieux de sortie aussi populaires que les théâtres traditionnels. Avec l'émergence de cette scène jeune et drôle, on a aussi pu voir celle d'une classe d'humoristes issus de l'immigration en France. Impulsée par le travail de Jamel Debbouze – que ce soit à travers son Jamel Comedy Club ou à travers le Marrakech du rire –, cette tendance de l'humour teinté de cultures étrangères, notamment maghrébine, se poursuit encore aujourd'hui. Parmi les artistes suivis largement en France et parfois même au-delà des frontières françaises, on trouve un grand nombre de comédiens et comédiennes d'origine algérienne. Leur humour et leur jeu est teinté de culture algérienne acquise durant leur enfance en Algérie ou parfois par héritage familial. "L'algérianité" a très vite trouvé un écho d'abord dans les grandes villes françaises puis dans l'ensemble du pays. On découvrait l'autodérision des Algériens, le "tmeskhir", un trait très important de la culture algérienne.C'est ainsi qu'ont émergé une multitude de comédiennes et comédiens d'origine algérienne qui ont joué de leurs origines pour faire rire les publics. Redouane Bougheraba, Melha Bedia, Ahmed Sparrow, Malik Bentalha, le Comte de Bouderbala, Lamine Lezghad appelé Naïm, Wary Nichen, Réda Seddik… Finalement, on a l'impression que cette scène est une prise de relais – tardive – du travail commencé par Fellag en France.

R.C./avec Soraya Amiri

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA de BOUIRA
DAIRA de LAKHDARIA
COMMUNE de Maala
NIF :098410145093619

APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°:04/2023

Le président de l'assemblée populaire communale de **MAALLA** lance un avis **D'appel D'offre Ouvert Avec Exigence De Capacités Minimales**, pour :

Achèvement travaux de la route reliant Ecole Baragh Ahmed à ouled boukerne sur 2.4 km , commune de Maala .

- Les entreprises intéressées par le présent avis d'appel d'offre qualifiées dans le domaine de travaux publics (catégorie III et plus) , activité principale et ayant déjà réalisé au moins un (01) projet similaire pendant les dix (10) dernières années (justifié par des attestations de bon exécution délivrées par le maitres de l'ouvrage d'un établissement publics) ,sont invitées à retirer le cahier des charges auprès du **Bureau De Marches** de la **commune de Maalla** , contre paiement de la somme de **5 000, 00 DA**.
- les offres doivent comporter **un dossier de candidature, une offre technique** et **une offre financière**.
- Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, accompagnées des documents en cours de validité,

Ces enveloppes seront insérées dans une autre enveloppe anonyme, comportant la mention

« APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°:04/2023 »

Achèvement travaux de la route reliant Ecole Baragh Ahmed à ouled boukerne sur 2.4 km , commune de Maala
(À n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et évaluation des offres).

Et adressés à M' : **LE PRESIDENT DE L'APC DE MAALA.**

❖ **LE DOSSIER DE SOUMISSIONNAIRE DOIT CONTENIR LES PIECES SUIVANTES :**

1- DOSSIER DE CANDIDATURE :

- La déclaration de candidature remplie signée, cachetée et datée.
- La déclaration de probité remplie signée, cachetée et datée .
- Le registre de commerce , statut pour les sociétés.
- Bilans fiscal pour les trois dernières années (2020/2021/2022).
- Copie des attestations de mises à jour (CNAS-CASNOS-CACOBATPH).
- Les documents requis dans le cahier des charges.

2- L'OFFRE TECHNIQUE :

- cahier des charges techniques rempli signé, cacheté et daté portant à la dernière page, la mention manuscrite **« lu et accepté »** ;
- Déclaration à souscrire remplie signée, cachetée et datée .
- Mémoire technique justificatif rempli signé, cacheté et daté.

3- L'OFFRE FINANCIERE:

-La lettre de Soumission remplie signé, cachetée et datée.
-Le Devis quantitatif et estimatif signé, cacheté et daté.
-Le Bordereau des prix unitaires signé, cacheté et daté.

La date de dépôt des offres est fixée à **Dix (10) Jours** à compter de la date de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux , portail électronique des marchés publics ou **BOMOP** .

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de **trois (03) mois** à compter de la date de dépôt des offres augmenté par la durée des préparation des offres .

L'ouverture des plis aura lieu en séance publique au siège de la commune à Dix heures (10h :00), au dernier jour de la date de dépôt des offres.

L'EXPRESS DU 27/09/2023 **ANEP : N° 2316023910**

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
وزارة الإتصال
MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

COMMUNIQUÉ

Sous le haut patronage du Président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune,
Le Ministère de la Communication annonce le lancement de la neuvième édition du
«Prix du Président de la République, du Journaliste Professionnel».
Le prix est décerné le 22 octobre 2023, Journée nationale de la Presse.

LES THÈMES RETENUS POUR CETTE NEUVIÈME ÉDITION SONT:

- **«La Nouvelle Algérie et la problématique de la sécurité alimentaire et hydrique»**
- **«La Nouvelle Algérie : Renforcement des capacités et de la créativité de la jeunesse»**
- **«La sécurité énergétique et ses dimensions géopolitiques»**

Le prix vise à encourager et promouvoir la production de la presse nationale sous toutes ses formes, à stimuler l'excellence, la créativité, le professionnalisme et à instaurer la culture du mérite, en récompensant le meilleur travail journalistique en lien avec les sujets proposés, réalisé individuellement ou collectivement.
La candidature pour la participation au prix du « Prix du Président de la République, du Journaliste Professionnel», est ouverte dans les catégories suivantes :

Presse écrite : article de fond, reportage et enquête
Information télévisuelle : reportage, enquête, documentaire.
Information radiophonique : reportage, et enquête.
Presse électronique : œuvre d'information diffusée sur le net.
Illustration : photographie, dessin et caricature de presse.

CONDITIONS DE PARTICIPATION :

- Les œuvres présentées doivent avoir fait l'objet de diffusion ou de publication par un organe de presse national durant la période allant du 22 Octobre 2022 au 10 Octobre 2023.
- Être de nationalité Algérienne ;
- Justifier d'au moins 03 ans d'exercice de la profession.
- Ne pas être membre du jury.
- La participation peut être à titre individuel ou collectif.
- Le candidat n'est autorisé à participer que dans une seule catégorie et par une seule œuvre
- Le candidat dans la catégorie photo peut participer avec plus d'une œuvre.
- Les lauréats du Prix du Journaliste Professionnel dans les différentes catégories ne sont pas autorisés à participer au concours pour une durée de 03 années consécutives.

LE DOSSIER DE CANDIDATURE SE COMPOSE DE :

- 03 exemplaires des œuvres proposées,
- Une copie de la carte nationale d'identité,
- Une copie de la carte professionnelle,
- Un certificat de travail attestant de trois années d'expérience.
- Le formulaire dûment rempli (Téléchargeable sur le site Web du ministère) :
  https://ministerecommunication.gov.dz

Les dossiers de participation sont adressés
à Monsieur le Président du jury du « Prix du Président de la république du journaliste professionnel »,
par courrier ordinaire à l'adresse suivante :
Ministère de la Communication, B.P No. 474, Bir Mourad Rais, Alger, ou Déposés au siège du Ministère de la Communication, Bureau No. 701, 7ème étage.
La date limite du dépôt des dossiers est fixée au 10 octobre 2023

L'EXPRESS DU 27/09/2023 **ANEP : N°0099**

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
DE LA WILAYA DE BATNA.

1ÈME MISE EN DEMEURE

Compte tenu de la spécificité du projet et le non-respect de l'engagement par l'entreprise à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour achever le projet avant la rentrée scolaire 2023/2024.

***OPERATION :** ETUDE, SUIVI, REALISATION, ET EQUIPEMENT D UNE DEMI-PENSION AU CEM HADFANI AMOR A N'GAOUS*

***PROJET :** REALISATION D UNE DEMI-PENSION AU CEM HADFANI AMOR A N'GAOUS*

*L'entreprise **BOUKLKOUL KAMEL**, titulaire du marcher N° 43/22, visa CF N° 2314 en date du 29/12/2022, Est mise en demeure de redynamiser et de renforcer le chantier en moyens humains et matériels dans un délai de 24 heurs à compter de la réception de la présente lettre de mise en demeure.*

Faute de quoi, toutes les mesures coercitives réglementaires seront prises à l'encontre de l'entreprise conformément à la réglementation en vigueur.

L'EXPRESS DU 27/09/2023 **ANEP : N° 2316023906**

L'EXPRESSDZ®

مكتب التوثيق للأستاذ: طراد اسماعيل
18 شارع ابن رشد مغنية
13300 التلمسان
الهاتف/الفاكس: 043.49.10.64

إعلان عن بيع بالمزاد العلني
لحقوق عقارية ممنوكة لقاصر

بناءا لرخصة التصرف في أموال القاصر فوزاري محمد ولد لحسن الصادرة عن رئيس محكمة الغزوات قسم شؤون الأسرة بتاريخ 20 أوت 2023 رقم 23/00163 ، سيتم بتاريخ 2023/10/01 بمكتب الموثق المذكور أعلاه البيع بالمزاد العلني في حصة القاصر فوزاري محمد ولد لحسن التي تتمثل في حقوق عقارية مشاعة مقدرة بنسبة (240/07) تأخذ من: قطعة أرض مساحتها مئتان والثمان متر مربع (202 م²) مشيد عليها منزل محمد للسكن مساحته مائة وثلاثة وستين متر مربع(163م²) كائنة بالمكان المسمى دار السنوسي بلدية السواحلية ودائرتها الغزوات و ولاية التلمسان،وحدد الثمن الافتتاحي للحقوق العقارية بثلاثين الف دينار جزائري (30.000.00دج)

للإعـــــلان العـــــوتق

AFIN DE FAVORISER UNE REMONTÉE DES PRIX

Le géant Alrosa suspend ses ventes de diamants

La situation économique mondiale incite depuis quelques mois les consommateurs de diamants à privilégier les diamants de laboratoire au détriment des pierres naturelles. Cela affecte la demande et les prix de ces dernières, réduisant les revenus des compagnies minières.

Le géant russe Alrosa, premier producteur mondial de diamants par le volume, a décidé d'interrompre de manière temporaire ses livraisons en septembre et en octobre. C'est du moins ce que la compagnie a indiqué dans une correspondance adressée à la principale institution indienne du secteur, le Conseil de promotion des exportations de pierres précieuses et de bijoux (GJEPC). Selon la lettre rendue publique le mercredi 20 septembre et consultée par l'Agence Ecofin, cette décision a été prise en raison de la situation sur les marchés internationaux de diamants bruts et polis. La demande et les prix sont en effet en baisse depuis plusieurs mois, affectant les revenus de plusieurs compagnies, dont Petra Diamonds et De Beers, actives en Afrique australe. Pour Alrosa, la suspension devrait favoriser l'équilibre entre l'offre et la demande sur le marché d'ici le début de l'année 2024, et éviter les stocks excessifs. La mise en œuvre de ce plan dépendra cependant en partie des partenaires indiens d'Alrosa, puisque ce pays d'Asie s'occupe de tailler et de polir 90 % des diamants du monde. La coopération du grand rival d'Alrosa, le géant De Beers, sera également indispensable pour arriver au résultat attendu. De Beers qui produit 70 % de ses diamants au Botswana et a lancé plus tôt ce mois une campagne publicitaire de 20 millions de dollars pour stimuler la demande des consommateurs finaux, a indiqué qu'elle « continuera à adopter une approche responsable des ventes de diamants bruts, en répondant à la demande, et se concentrera sur une plus grande flexibilité de l'offre », rapporte Reuters.

IN AGENCE ECOFIN

Risque commercial pour la marque à la pomme sur son troisième marché La Chine interdit l'iPhone à ses fonctionnaires En pleine opération séduction, le patron d'Apple vantait, il y a moins de six mois à Pékin, la «relation symbiotique» entre la marque à la pomme et la Chine.

«Apple et la Chine ont grandi ensemble», assurait-il alors que la firme américaine est source de millions d'emplois dans l'empire du Milieu, où sont fabriqués la quasi-totalité des iPhone, MacBook et autres iPad. Mais ces liens particuliers n'échappent plus aux tensions géopolitiques et commerciales entre les Etats-Unis et l'administration chinoise. D'après le «Wall Street Journal», celle-ci vient de passer ces dernières semaines la consigne à des hauts fonctionnaires et des employés gouvernementaux de ne plus utiliser d'iPhone ou un smartphone de marque non chinoise au bureau. Comme une réponse aux interdictions qui ont touché son concurrent chinois Huawei il y a quelques années aux Etats-Unis, et plus récemment l'application mobile d'origine chinoise TikTok. La nouvelle plombe l'action Apple depuis deux jours. Après un repli de 3,6 % mercredi, l'action du groupe de Cupertino a encore perdu 2,92 % jeudi à 177,56 dollars. Le titre de la firme à la pomme s'est ainsi délesté de plus de 6 %, faisant fondre sa capitalisation boursière de plus de 200 milliards de dollars à 2.776 milliards de dollars. Des deux côtés, les mêmes arguments se répètent avec la crainte de «fuite de données sensibles» vers des serveurs installés sur le territoire de la puissance rivale, ce qui causerait un risque pour «la sécurité nationale». Certaines agences étaient déjà privées d'appareils américains, mais la nouvelle règle s'applique désormais plus largement au sein de l'Etat.

In Les Echos

BOTULISME À BORDEAUX (FRANCE)

Le calvaire d'un couple d'Américains

L'affaire de la contamination au botulisme d'une quinzaine de personnes dans un restaurant de Bordeaux entre le 4 et le 10 septembre 2023 est loin d'être terminée. Le 18 septembre dernier, «Sud Ouest» confirmait notamment que deux plaintes ont été déposées pour «homicide involontaire» à l'encontre du restaurateur, par les parents et le compagnon de la femme de 32 ans décédée le 12 septembre. Le parquet de Bordeaux a aussi ouvert vendredi 15 septembre une enquête préliminaire pour «blessures et homicide involontaire» et «mise sur le marché de denrées préjudiciables et de vente de denrées corrompues ou toxiques» .

Aucun nouveau cas n'a été signalé.

Les premiers éléments de l'autopsie de la patiente décédée à Paris évoquent une asphyxie, ce qui serait compatible avec une intoxication à l'acide botulique. Les parents et le compagnon de la femme décédée ont porté plainte contre le restaurateur pour «homicide involontaire»

À ce tragique décès, s'ajoutent les personnes blessées et fortement intoxiquées, et dont certaines sont toujours hospitalisées, pour la plupart au CHU de Bordeaux. Parmi ceux-là, figure Matthew Jackson, un touriste Américain. Lui et sa compagne Kristy Benner avaient choisi le lundi 4 septembre, de dîner dans ce restaurant et ont consommé les sardines en conserves incriminées par les analyses.

À Bordeaux, les autorités sanitaires cherchent à confirmer que la victime s'est présentée dans un hôpital girondin sans être diagnostiquée. Un repas qui a fait basculer leur séjour en France du rêve au cauchemar, comme Kristy l'explique dans une interview au Parisien. C'est le lendemain lors d'un circuit cycliste à Saint-Emilion, que le touriste américain s'est senti mal. Rentré à Bordeaux, Matthew va cumuler les symptômes avant son admission à l'hôpital Saint-André, «Il avait la bouche très sèche, la langue engourdie et il n'arrivait plus à avaler. J'ai paniqué, j'ai cru qu'il faisait un AVC» poursuit sa compagne. Les médecins vont mettre plusieurs jours à poser le diagnostic du botulisme, notamment en croisant l'emploi du temps des Américains et leur repas au restaurant. Si Kristy est également tombée malade, mais sans gravité, Matthew lui est toujours dans un service de réanimation du CHU de Bordeaux.

In Sud Ouest

MALGRÉ LA PÉNURIE DE MAIN-D'ŒUVRE

L'EUROPE DU NORD SE FERME À L'IMMIGRATION

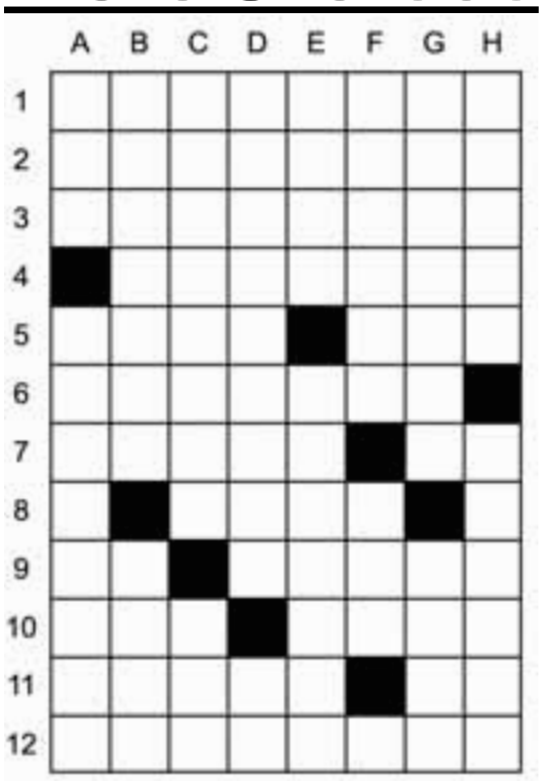
Pour limiter le nombre d'arrivées, le gouvernement suédois, qui s'inspire du Danemark, a décidé de relever le niveau des salaires minimums exigés pour obtenir un titre de séjour dans le pays.

A partir du 1er octobre, les règles pour obtenir un permis de travail en Suède vont changer. Jusqu'à présent, le salaire minimum exigé pour décrocher un titre de séjour était de 13 000 couronnes (1 100 euros) par mois. Il va doubler, pour passer à 26 500 couronnes, soit 80 % du salaire médian suédois. Une mesure décriée par les entreprises et les collectivités locales, qui craignent de voir la pénurie de main-d'œuvre s'aggraver. Proposée par les sociaux-démocrates lorsqu'ils étaient encore au pouvoir, la réforme a été votée au Parlement, le 30 novembre 2022, à l'initiative de la nouvelle majorité, composée de la droite libérale conservatrice et de l'extrême droite. Elle a deux objectifs : lutter contre les abus de la part d'employeurs peu scrupuleux, mais surtout réduire les arrivées de travailleurs peu qualifiés. En 2022, la Suède a accordé 37 000 permis de travail à des ressortissants de pays hors Union européenne (dont deux tiers pour une première demande). Parmi eux : 6 500 saisonniers, embauchés pour ramasser les baies dans les forêts suédoises, mais aussi 8 700 techniciens d'essais informatiques, des employés de la restauration et des services d'aides à domicile. En tête : un quart environ venait d'Inde.

Selon un rapport publié en juin par la Confédération suédoise des industries, cette immigration du travail a contribué à hauteur de 43 milliards de couronnes au produit intérieur brut suédois, générant 14 milliards de couronnes de recettes fiscales. Or les nouvelles règles pourraient réduire de moitié les arrivées, affirme Karin Johansson, vice-présidente de la confédération, car «la moitié des personnes ayant décroché un permis de travail avaient un salaire mensuel inférieur à 26 500 couronnes». Elles ne sont pas les seules : selon le Bureau central des statistiques, environ 15 % des salariés en contrat à durée indéterminée en Suède sont dans la même situation. L'Institut de médiation à Stockholm estime que près d'une centaine d'accords collectifs prévoient des salaires minimums inférieurs au nouveau plancher imposé par le gouvernement. Karin Johansson y voit donc «une remise en cause du système de négociation collective, puisque, en imposant un salaire minimum pour les travailleurs immigrés supérieurs à ce qui existe dans certaines branches, le gouvernement remet en cause les accords passés entre les syndicats et le patronat». A la tête de l'Association des communes et des régions suédoises, Anders Henriksson approuve : «Nous pensons que c'est une bonne chose que le gouvernement veuille lutter contre l'exploitation des travailleurs étrangers. Mais, au lieu de fixer un revenu indexé sur le salaire médian, il aurait été bien plus judicieux d'imposer comme limite le salaire minimum inscrit dans les accords collectifs.»

In Le Monde

Mots Croisés



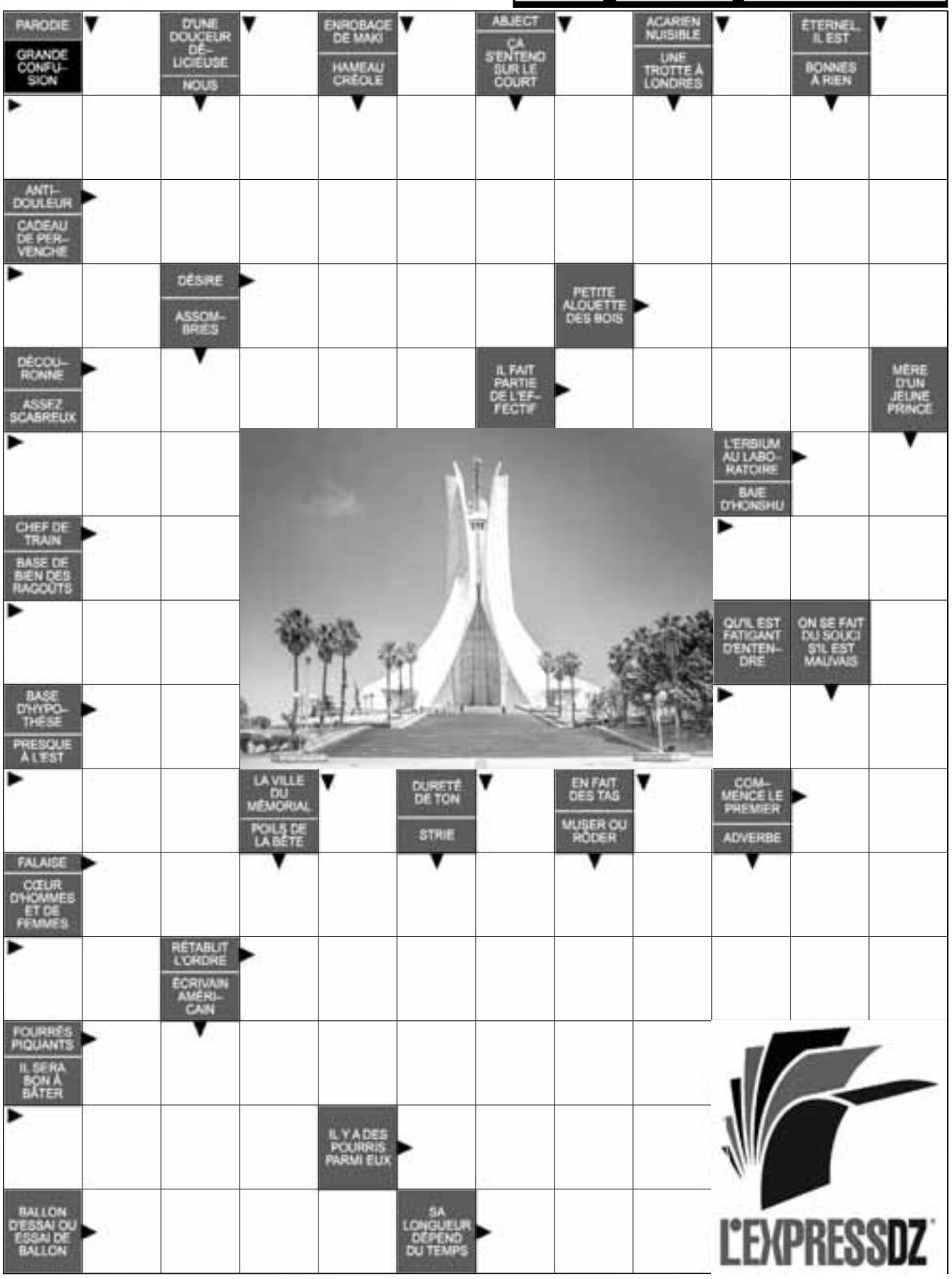
HORIZONTALEMENT

A. Il galbe une gambette. Il mêle sa voix au groupe.
B. Marqués par le jeûne. Cousin de la pintade.
C. Détentrices d'un titre. Impôt social.
D. Intégralité. Démonstratif.
E. Courrier qui se passe d'un facteur. Qui n'apprécie guère la vie en groupe.
F. Atteignis le même niveau. Chance familière.
G. Formes de commerce. Favorable.
H. Pratique une ouverture. Telle une assiette de soupe.

VERTICALEMENT

1. Stupidement.
2. Installer du mobilier.
3. Capitale du Chili.
4. Diamant familier.
5. Petite salle obscure. Bon coup en court.
6. Ses arbres donnent des faines.
7. Tentées avec audace. Scandium pour le chimiste.
8. Panneau de signalisation.
9. Adresse d'ordinateur. Vide l'eau d'une barque.
10. Besace. Aussi, mais familier.
11. Opéra de Puccini. Coutumes.
12. Crevasse rouge.

LES MOTS FLÉCHÉS



SIDOKU

	3	4	8		1	6	2	
6	5						4	7
7			5		6			1
4		6		8		5		2
		3	2		9	7		
		8	4	1	5	9		
			3	2	8			
8		9				2		6
		7				1		

1 2 3 4 5 6 7 8 9

MOTS MÊLÉS

AVARE AVEU BEMOL BEURRIER BLESSURE CIRCUIT DEFAUT DUPERIE EGLEFIN
FELONIE GEAI HAIRE HIVER KAON MANOEUVRE OPEN PATE PLATE POSTICHE
PROCREER RAPER SMOKING SUBIR SUBTILE TAOISTE VITALITE

E	B	E	S	V	R	H	R	B	D	D	N
H	G	L	R	U	I	A	V	E	U	E	R
C	N	L	E	V	B	T	E	M	P	F	E
I	I	E	E	S	U	T	A	O	E	A	I
T	K	R	R	F	S	E	I	L	R	U	R
S	O	A	C	I	I	U	O	L	I	T	R
O	M	V	O	U	A	N	R	N	E	T	U
P	S	A	R	N	I	H	G	E	A	I	E
E	T	A	P	E	E	T	A	L	P	M	B

POUR ATTEINTE À L'UNITÉ NATIONALE

DÉMANTÈLEMENT D'UN RÉSEAU CRIMINEL À EL-OUED

Un réseau criminel composé de 15 individus a été démantelé la semaine passée dans la wilaya d'El-Oued, a indiqué la Direction générale de la Sûreté nationale dans un communiqué rendu public. Ces derniers communiquaient avec des parties hostiles au pays via le cyberespace, dans le but de porter atteinte à l'ordre public, à l'unité nationale et à la stabilité des institutions, liton dans le communiqué de la DGSN. Les investigations ont, en effet, permis d'identifier les membres de ce réseau criminel qui falsifiaient les informations, diffusaient et promouvaient des informations biaisées et des vidéos montages sur les réseaux sociaux, selon la même source. Les accusés ont été présentés le 24 septembre devant le procureur de la République, près le tribunal de Dar El-Beida. Ils sont poursuivis pour les chefs d'inculpation liés « à la constitution d'une bande de malfaiteurs en vue de commettre des délits portant atteinte à l'ordre public, diffusion de fausses informations portant atteinte à l'unité nationale et aux institutions de l'Etat ».

Alger 24°
Ouargla 37°
Constantine 23°
Oran 24°

16

FADJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISHA
05:06	12:39	16:03	18:38	20:01

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION//MERCREDI 27 SEPTEMBRE 2023 // N°650 //PRIX 20 DA

LA FAF EN A INFORMÉ OFFICIELLEMENT LA CONFÉDÉRATION AFRICAINE DE FOOTBALL

L'Algérie se retire de la course pour l'organisation des CAN 2025 et 2027

Le journaliste algérien de BeIn Sport Hafid Derradji a accusé la CAF d'avoir favorisé la candidature du Maroc au détriment de celle de l'Algérie pour l'organisation de la CAN 2025 et ce, pour des raisons qui ne sont pas liées à la qualité des infrastructures sportives...

La Fédération algérienne a officialisé dans un communiqué le retrait de ses candidatures pour l'accueil des éditions 2025 et 2027 de la Coupe d'Afrique des nations. « La FAF a officiellement transmis à la Confédération africaine de football (CAF) un courrier par lequel elle l'informe de sa décision de retrait de la candidature de l'Algérie pour l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations Total Énergies (CAN), des éditions 2025 et 2027 », explique-t-elle. Un retrait qu'elle justifie par la réorganisation récente, avec l'élection d'un nouveau président à sa tête (Sadi) et « la nouvelle approche de la FAF relative à la stratégie du développement du football en Algérie ». L'annonce du pays organisateur des prochaines éditions de la CAN est prévue pour aujourd'hui, lors d'une réunion du comité exécutif de la CAF au Caire (Égypte). La CAF préférerait donner la CAN à des pays ayant moins d'expérience dans l'organisation, pour qu'ils progressent. « Comment mettre en concurrence des pays qui ont encore besoin de développer, de construire et de moderniser leurs infrastructures avec d'autres qui sont prêts depuis janvier dernier et ont accueilli avec succès le CHAN et la CAN U17 ? », a interpellé le journaliste Nazim Bessol, journaliste à Botola, en référence au fait que l'Algérie a accueilli cette année le CHAN (Championnat d'Afrique des Nations) et la CAN U17. En raison du retrait de l'Algérie, les pays restants en lice sont, pour 2025 : le Maroc, le duo Nigeria-Bénin, la Zambie; pour 2027 : le Botswana, l'Égypte, le Sénégal et le trio Kenya-Ouganda-Tanzanie. Le journaliste algérien de BeIn Sport Hafid Derradji a accusé la CAF d'avoir favorisé la candidature du Maroc au détriment de celle de l'Algérie pour l'organisation de la CAN 2025 et ce, pour des raisons qui ne sont pas liées à la qualité des infrastructures sportives. L'Algérie a beaucoup investi ces dernières années dans les infrastructures sportives, ce qui lui permet de disposer de nombreux stades conformes aux normes mondiales. Elle a aussi organisé avec succès plusieurs tournois internationaux d'envergure.

R.S.

LIGUE 1 MOBILIS :

LES SANCTIONS TOMBENT

La commission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP) a rendu publiques hier ses décisions concernant les incidents enregistrés durant la deuxième journée de la Ligue (22 et 23 septembre).
Ainsi la commission de discipline a prononcé des sanctions à l'encontre de plusieurs clubs dont voici les principales :

ASO Chlef : 60.000 DA d'amende pour utilisation de fumigènes dans les tribunes (récidive).

MCA : Un match de suspension à l'encontre des joueurs Tahar Fethellah et Benkhemassa Mohamed et 30.000 DA d'amende pour contestation de décision.

JSK : 60.000 DA d'amende pour utilisation de fumigènes dans les tribunes (récidive).

NCM : Un match de sanction à l'encontre du joueur Attou Aymen pour cumul de cartons.

USB : 30.000 DA d'amende pour utilisation de fumigènes dans les tribunes (récidive).

R.S.

LE MINISTRE DES FINANCES L'ÉVOQUE À L'APN :

578 MILLIARDS DE DINARS POUR FINANCER L'AUGMENTATION DES SALAIRES

Le ministre des Finances, Laziz Faid, a présenté, lundi, les détails du projet de loi de finances rectificative, PLFR, devant la commission des finances et du budget de l'APN. Ces autorisations d'engagements et crédits de paiement sont destinées à la prise en charge des diverses actions décidées par les pouvoirs publics. Il s'agit, entre autres, de l'augmentation des traitements des fonctionnaires issue de la révision des grilles des points indiciaires (578,91 mds DA), du programme de renforcement des capacités de stockage national des céréales (328,55 mds DA en AE et 228,55 mds DA en CP). Des crédits sont également destinés à l'inscription et la réévaluation des opérations relevant du secteur des travaux publics pour un montant global de 246,22 mds DA les projets phosphate intégré (PPI) et la ligne minière Béchar-Tindouf (Gara Djebilet) ainsi que la prise en charge des dégâts causés par les intempéries et d'autres projets dans différentes wilayas. Selon les explications fournies par le ministre, le PLFR a revu à la hausse les recettes budgétaires et les dépenses par rapport aux prévisions contenues dans la loi de finances de 2023. Faid a expliqué, à ce titre, que le PLFR prévoit une augmentation des recettes budgétaires de 12,97%, et une augmentation des dépenses budgétaires de 6,7%. Concernant les recettes budgétaires, le ministre a expliqué qu'elles devraient passer des 7.901,9 milliards (mds) de DA prévus dans la LF 2023, à 8.926,0 mds DA prévues dans le PLFR 2023. Cette augmentation, a t-il expliqué, est due à une hausse de la fiscalité pétrolière qui est passée de 3.298,5 mds DA prévue dans la LF pour 2023 à 3.856,3 mds DA. Le ministre a ajouté que le PLF rectificative 2023 s'attend également à la réalisation de recettes exceptionnelles qui devraient atteindre 1.410 mds DA, dont 848 mds proviennent de la Sonatrach et 400 mds DA des dividendes de la Banque d'Algérie.

Y.S.

IMMIGRATION ILLÉGALE :

SEPT MAROCAINS ARRÊTÉS À AÏN TÉMOUCHENT

Dans un communiqué diffusé hier, les services de la Gendarmerie nationale d'Aïn Temouchent ont annoncé le démantèlement d'un réseau criminel international spécialisé dans l'organisation de traversées clandestines par mer. 11 individus, dont 7 marocains, ont été arrêtés dans le cadre de cette opération, assure le communiqué cité par l'APS. « L'opération a été menée suite à l'exploitation d'informations ayant permis aux éléments de la brigade de Oulhaça de mettre fin aux agissements d'un réseau criminel international transfrontalier spécialisé dans l'organisation de traversées clandestines par mer à partir de la plage rocheuse dite « Dar El-Beida » à Rechgoune-2 (Oulhaça) », a précisé la même source. « L'opération s'est soldée par l'arrestation de 11 individus, sept (7) de nationalité marocaine et 4 Algériens » a assuré la même source. Une embarcation semi-rigide, une embarcation de plaisance (dotées de moteurs), ainsi qu'une somme en devises estimée à 1 380 euros 260.000 DA, en plus d'un appareil de navigation maritime (GPS), trois gilets de sauvetage et 9 jerricans de carburant d'une capacité de 30 litres chacun, ont été saisis par les gendarmes.

Y.B.

SERVICES POSTAUX

6 MILLIONS DE CARTES MAGNÉTIQUES "EDAHABIA" PRODUITES EN 3 ANS

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, a indiqué, depuis Constantine, que les services centraux de la poste algérienne ont confectionné et remis six (6) millions de cartes "Edahabia" au cours des trois dernières années, portant le nombre total de détenteurs de cette carte, au niveau national, à 12 millions. Le ministre a ajouté, dans une déclaration à la presse, en marge d'une visite de travail dans la wilaya de Constantine, que le nombre de détenteurs de cartes "Edahabia" est passé de 6 millions, en 2020, à pas moins de 12 millions actuellement. Il a souligné que la remise de ces cartes, associée au renforcement du débit internet, ont permis aux citoyens de bénéficier de plusieurs services tels que le paiement électronique et l'accès à des services permettant d'économiser du temps et des efforts, comme la consultation de l'avoir et le transfert d'argent par voie électronique. M. Bibi Triki a également indiqué que dans le cadre de la modernisation du secteur et de l'amélioration du service public, un centre de données (data center) a été mis en service dans la commune d'El Khroub, tandis qu'une structure similaire sera inaugurée "la semaine prochaine" dans la wilaya d'Oran.

R.N.